Rapport d'activité
et de développement durable 2011

grandeur nature 11

Eau • Propreté • Ingénierie • Travaux • Loisirs & Société

Le Groupe en France

Eau

Ingénierie

Propreté

Travaux

Loisirs & Société

et à l'international

Arabie Saoudite

Arménie

Chypre

Ecosse

Espagne

Pologne

Édition septembre 2012 - © SAUR
Conception-réalisation : idées fraîches® / groupe Saur
Photos : DR, Saur, Marie Yen (1001 fontaines pour demain), Flower Campings, Fotolia, Getty images, Istockphoto, Yoann Boeglin (Frapna Loire), Eric Megret, Les jardins de Volvestre, Mira Europe, Carrefour des cultures, ODT Evian, Shutterstock, Caped, Julie Desbois (Handi Pro AM), Selma Guignard (Pur Projet), Corbis.

grandeur nature 11

MOINS D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT 14
MIEUX POUR L'HOMME 32
PLUS DE NATURE 50
PERFORMANCES 58

« *Au plus* ***près des territoires*** *et de leurs* ***enjeux*** »

Nommé président du Groupe le 27 mai 2012, j'ai commencé à découvrir les savoir-faire de Saur et à rencontrer certains de ses 13 000 collaborateurs qui, en France et de par le monde, véhiculent une image de professionnels qui ne s'est jamais démentie depuis près de 80 ans.

Dans le cadre du mandat qui m'a été confié, je m'attacherai prioritairement à apporter mon expérience des services aux collectivités, à susciter l'émergence d'idées nouvelles qui viendront nourrir le développement du Groupe et à m'assurer que notre stratégie reste toujours en phase avec les enjeux du développement durable. Dans la droite ligne de notre volontarisme dans ce domaine, Saur renouvelle son adhésion au Global Compact par laquelle le Groupe réaffirme sa volonté d'assumer, en toute transparence, ses responsabilités d'entreprise citoyenne et d'œuvrer pour une gouvernance responsable.

Mon souhait le plus cher serait, pour l'avenir, que notre Groupe conserve l'état d'esprit qui en fait une entreprise réellement différente dans le paysage concurrentiel actuel, et qu'il poursuive son développement en réaffirmant sa capacité à être un partenaire des territoires, en France et dans le monde.

Michel Bleitrach,
Président du groupe Saur

Entretien

Olivier Brousse, Directeur général du groupe Saur

« *L'innovation est la clé de la différenciation* »

Dans un contexte globalement morose, le groupe Saur continue de donner des gages de stabilité. Votre regard sur 2011 ?

Olivier Brousse : la conjoncture a été compliquée sur tous les plans, économique, concurrentiel ; même la météo n'a pas été clémente avec nous. Malgré cela, 2011 restera comme une année satisfaisante et ce, grâce à l'engagement de nos collaborateurs que je tiens à remercier. Nos résultats progressent et nous n'avons jamais autant investi. Dans le domaine de l'eau, les appels d'offres se font dans un climat plus que tendu où la concurrence est prête à tout pour prendre des parts de marché, souvent au détriment des équilibres économiques de base. Saur refuse à faire de l'eau un objet de guerre des prix et, au contraire, porte ses efforts sur la qualité du service et l'investissement technologique. Je suis sûr que l'avenir nous donnera raison. D'ailleurs, nombreux sont nos clients qui récompensent en nous le sens du service, la disponibilité des hommes, la proximité, toutes ces valeurs qui nous caractérisent depuis 1933. En parallèle, notre activité propreté réalise la meilleure année de son histoire et nos relais de croissance tiennent leurs promesses, notamment dans le golfe persique.

Les indicateurs macro-économiques pour 2012 ne sont guère optimistes. Quelle lecture en faites-vous ?

Vous dire que ça va être simple serait mentir. L'économie est dégradée, les finances publiques sont fragilisées, les élections nationales ou locales retardent les décisions, des inconnues subsistent sur le prix de l'énergie et des matières premières, la zone euro est chahutée… Dans ce contexte, deux postures : faire le dos rond en attendant que l'orage passe ou faire de cette crise internationale une opportunité de transformation de notre entreprise. Au sein de Saur et de ses filiales, cette période éprouvante est un véritable accélérateur de performances et de créativité. En témoignent par exemple nos centres de pilotage opérationnel, nos résultats dans le traitement des micropolluants, ou encore la mise en place de la redevance incitative dans le domaine des déchets. L'innovation est la clé de la différenciation. Nous voulons sortir de la crise transformés, pas épuisés !

Plutôt que de vous arrêter sur les difficultés traversées, vous insistez souvent sur les atouts du groupe Saur. Sur lesquels pourrez-vous vous appuyer ?

Au-delà de cette capacité à innover en permanence, dans tous nos métiers, il y a des valeurs sur lesquelles nous ne transigeons pas parce qu'elles font partie de notre ADN. À l'aube de ses 80 ans, Saur continue d'être un acteur de proximité, de nouer des relations de confiance et de long terme avec ses clients, de cultiver le sens du service public et de l'intérêt général. À l'heure où tout s'accélère, où le « court-termisme » prédomine, nous souhaitons donner du sens à des engagements dans la durée. Nos 13 000 collaborateurs sont tous les jours sur le terrain, proches de leurs clients, dans les moments simples comme lors de crises. De chacun d'eux dépend la confiance et la satisfaction de nos clients et, au final, l'avenir de notre entreprise.

Votre souhait pour les années à venir ?

Continuer de développer les racines du Groupe, gage de pérennité, et de croître partout où nos services sont utiles à l'intérêt général. N'oublions pas que derrière la crise financière sommeille une crise environnementale, beaucoup plus menaçante. De par notre métier et avec nos experts, nous pouvons aider à résoudre certains problèmes écologiques. Saur a de l'avenir, si tant est que l'on sache recruter, former et développer les femmes et les hommes qui font le Groupe au quotidien. Le meilleur est devant nous !

Michel BLEITRACH
Président

Olivier BROUSSE
Directeur général

Anne de BAGNEUX
Directrice générale
Pôle loisirs & société

Caroline CATOIRE
Directrice administratif
et financier Groupe

Valérie DECAUX
Directrice des ressources humaines
Groupe

Michel FOURRÉ
Directeur international

Michèle
GRANJON-LEGENDRE
Directrice juridique Groupe

Sylvain JOANNON
Directeur général Coved

Michel LE BRAS
Directeur commercial
et grands projets

Roland MORICHON
Directeur général Eau France

Le **comité exécutif**

Autour de son nouveau président, Michel Bleitrach, et d'Olivier Brousse, le comité exécutif est le reflet de la mutation progressive du Groupe vers des services diversifiés, pour les collectivités et les industriels, en France et à l'international.

La période actuelle est marquée par de profondes mutations, tant pour les entreprises que pour les collectivités territoriales. Ces transformations imposent de repenser le lien entre partenaires publics et privés pour l'adapter aux nouvelles réalités. Évolutions sociales, attentes croissantes des consommateurs, défis écologiques, révolution énergétique, un service public moderne, quel que soit le métier qu'il recouvre, doit apporter des réponses à tous ces bouleversements. L'innovation sous toutes ses formes n'a de sens que si elle s'inscrit dans le sens de l'intérêt général ; la force du groupe Saur repose sur sa capacité à promouvoir une innovation ambitieuse mais pertinente, avec des évolutions proposées et partagées avec ses clients plutôt qu'imposées.

Depuis bientôt 80 ans, le groupe Saur met son savoir-faire au service de territoires aux défis chaque fois plus complexes, au travers d'une palette de métiers élargie. Si Saur trouve son origine dans le service de l'eau en milieu rural français, les horizons du Groupe se sont depuis considérablement étendus : gestion du service d'eau de La Mecque, premier groupe de golfs de France, gestion du centre de tri de Paris XV, plus de cent campings gérés sous la marque Flower Campings, gestion de la station d'épuration de Lyon Saint-Fons. Autant d'exemples qui témoignent de la richesse de son expertise et de la vitalité de son évolution. Ce développement s'est accompagné des transformations nécessaires dans l'organisation du Groupe afin d'en assurer la cohérence et d'encourager la coopération entre ses différents métiers : eau, propreté, ingénierie, travaux, loisirs & société.

Chacun de ces métiers de service trouve son point d'ancrage dans les valeurs communes d'engagement, de respect et de réalisme qui font l'identité du Groupe depuis sa création. Sa raison d'être repose précisément sur le croisement de cette identité, de son expertise et de son aptitude à innover ■

Didier PARIS
Directeur général
Eau région Grand-Est
Directeur des relations institutionnelles

Denis REBOUL
Directeur général Stereau
Président Cise TP

José-Luis RUBIO
Directeur général Gestagua
Responsable de l'activité Espagne

Rémi USQUIN
Directeur stratégie & prospective
Groupe

L'offre multiservices

EAU

- Production, traitement, distribution et gestion des services d'eau potable
- Collecte et traitement des eaux usées et des sous-produits d'épuration
- Gestion de l'eau industrielle
- Gestion des eaux de baignade

TRAVAUX

- Pose, réhabilitation et entretien de canalisations
- Contrôle de réception de réseaux neufs et diagnostic de réseaux anciens

1,6 milliard
D'EUROS *de chiffre d'affaires net*

13 000
COLLABORATEURS

18 millions
D'HABITANTS *desservis*

Chiffres clés

PROPRETÉ

- Collecte, tri, recyclage et compostage
- Propreté urbaine
- Stockage de déchets
- Services aux industriels

LOISIRS & SOCIÉTÉ

- Gestion de golfs
- Gestion de campings, bases de loisirs, centres aquatiques et plages
- Gestion et construction de crématoriums
- Maintenance et réhabilitation de bâtiments publics ou privés
- Gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Gestion d'espaces verts

INGÉNIERIE

- Ingénierie et construction de stations d'épuration et d'usines de production d'eau potable
- Assistance à l'exploitation, management de projet

Saur dans le monde

Créé en France en 1933, le groupe Saur a pris son essor à l'étranger dans les années 1960, en Afrique d'abord, puis en Europe, en Asie et en Amérique du Sud. Plusieurs générations d'experts ont ainsi porté, dans différentes régions du monde, le savoir-faire du Groupe en matière de gestion de l'eau potable, de l'assainissement et de l'énergie.

Après quelques années de ralentissement liées à un contexte international difficile, le Groupe s'est engagé en 2008 dans une nouvelle dynamique de développement en dehors des frontières françaises. Fort de ses références et de son expérience, Saur a retrouvé depuis quatre ans une vitalité qui lui a valu, en 2011, de renforcer ses activités et ses résultats à l'international.

Sa stratégie de développement est aujourd'hui centrée à la fois sur des pays comme l'Espagne, la Pologne, le Royaume-Uni et le Sénégal, où Saur est historiquement présent, et sur des positions acquises plus récemment comme en Arménie ou en Arabie Saoudite. Le Groupe et ses filiales interviennent en : délégation complète de services publics, management contract (contrat de prestations de services à objectifs de performance), conception - construction - exploitation d'usines de traitement d'eau, missions d'assistance, d'expertise, d'audit, ou encore de transfert de compétences.

Quels que soient le lieu ou les conditions de ses interventions, l'engagement du Groupe est d'améliorer la qualité du service et des installations. La clé du succès passe par l'intégration des savoir-faire aux contextes locaux, par l'intervention de collaborateurs expérimentés capables d'adapter les meilleures pratiques métier à des contextes variés et souvent exigeants, et enfin, par une gestion contractuelle rigoureuse centrée sur les attentes des clients ■

2011 en bref

L'ancrage en Arabie Saoudite

- Création avec Marafiq, premier opérateur privé de services d'eau et d'électricité dans la région du Golfe, d'une structure commune pour l'exploitation et la maintenance des services d'eau, d'assainissement et de refroidissement industriel de la ville nouvelle de Jubail dans l'est de l'Arabie Saoudite (250 000 habitants).
- Ouverture des centres de formation de La Mecque et de Taïf. Des formations techniques, commerciales et managériales y sont dispensées par les experts du groupe Saur.

De nouvelles positions en Afrique

Stereau, filiale ingénierie du Groupe, remporte un premier marché au Gabon avec la station de production d'eau potable de Koulamoutou ainsi qu'un marché de conception et construction d'une station d'épuration qui traitera une partie des effluents de la ville de Djibouti.

La reconnaissance de la performance de Saur en Pologne

Lors du Global Water Summit de Berlin placé sous l'égide de Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies et sur proposition d'Aquafed, la Fédération internationale des opérateurs privés de service d'eau, SNG, filiale du Groupe en Pologne, a été nominée dans la catégorie « Performance challenge ». Saur Neptun Gdansk est la première société d'eau polonaise à être reconnue au niveau international pour ses performances.

De nouveaux services aux clients en Ecosse et en Arménie.

- En mai, Saur Services Glasgow a lancé un site web dédié à la station d'épuration de Dalmuir, instaurant ainsi un dialogue direct avec les habitants et la société civile locale.
- En juin, Saur Sevan Services, filiale du Groupe en Arménie, a inauguré quant à elle son premier centre d'appels pour renforcer le lien avec ses clients ■

Moins d'impact sur l'environnement

Depuis sa création en 1933, le groupe Saur travaille et innove pour la protection de l'environnement. Alors que la pression humaine sur les milieux terrestres et aquatiques continue à croître, ses métiers et ses savoir-faire sont fondamentalement nécessaires pour impulser le progrès et protéger la santé et le cadre de vie. Sa raison d'être est, aujourd'hui plus que jamais, tournée vers l'excellence environnementale.

Le groupe Saur est convaincu que, si son action au quotidien ne peut se construire qu'à travers une démarche collaborative avec les différents acteurs de la société civile, des collectivités locales aux citoyens eux-mêmes, sa première responsabilité est de s'engager lui-même à être exemplaire. Avec l'ensemble de ses entités et de ses collaborateurs, il a choisi de s'inscrire dans une dynamique de réduction de l'impact environnemental de ses activités.

Les engagements du Groupe

Réduire nos émissions de gaz à effet de serre

Réduire l'empreinte environnementale de nos sites

Consommer au plus juste et réduire la production de déchets

Développer le recyclage et la valorisation

Empreinte en **eau**

La préservation des ressources en eau, voire leur reconquête, est une priorité. Réduire l'empreinte en eau, c'est réduire de manière directe ou indirecte la pression de l'Homme sur les masses d'eau et les milieux aquatiques.

L'eau est une ressource indispensable aux écosystèmes et à l'Homme (pour ses usages domestiques, industriels, agricoles et pour la production d'énergie) et doit être préservée, tant en quantité qu'en qualité. Pour favoriser la prise de conscience et les actions de protection des ressources en eau, la notion d'empreinte en eau est de plus en plus utilisée.

De manière générale, l'empreinte en eau d'une entreprise, d'un particulier ou d'un produit, s'exprime en mètres cubes et résulte de trois composantes :

- l'eau prélevée dans la ressource : l'eau bleue. Elle est consommée pour les besoins industriels, agricoles (irrigation) et les usages domestiques,
- l'eau de pluie, ou eau verte, qui est directement utilisée par les milieux naturels et les cultures,
- l'eau grise, liée aux rejets de pollution dans les milieux aquatiques (nappes souterraines, cours d'eau, eaux côtières en zone littorale). Purement conceptuelle, elle correspond au volume d'eau qui serait nécessaire à la dilution des polluants ou à leur auto-épuration, par le milieu naturel, afin de parvenir à des concentrations respectant les normes de qualité des milieux récepteurs.

Cette empreinte est directe, ou indirecte via la consommation de matières premières et de biens manufacturés (eau virtuelle). Leur production et leur fabrication nécessitent en effet l'usage d'eau prélevée dans les ressources du pays d'origine, celui-ci pouvant être confronté au stress hydrique voire à la pénurie d'eau. Cette eau est virtuellement consommée par l'utilisateur final.

Afin de réduire l'empreinte en eau, il convient donc d'agir à la fois sur les prélèvements dans le milieu naturel et sur la qualité des eaux rejetées. Deux domaines dans lesquels le groupe Saur est largement impliqué.

En tant qu'opérateur de services d'eau potable, Saur prélève chaque année plus de 700 millions de mètres cubes d'eau dans le milieu naturel pour le compte de ses collectivités clientes. C'est pourquoi Saur s'investit dans l'optimisation et la gestion patrimoniale des réseaux. Modélisation hydraulique, détection de fuites et télésurveillance, entretien et remplacement des canalisations sont les axes de travail qui conduisent à minimiser les pertes en eau sur les réseaux de distribution, à protéger les ressources et à économiser l'énergie liée au pompage. En France, cet engagement s'inscrit dans le cadre du Grenelle de l'environnement qui fixe un objectif de taux de fuite moyen de 15 % sur les 860 000 km du réseau national, pour une moyenne actuelle de 25 %. Dans les pays soumis à un fort stress hydrique où le Groupe est présent, l'Arabie Saoudite par exemple, le défi est d'autant plus crucial pour le développement économique et le bien-être des populations.

En tant qu'opérateur de services d'assainissement, Saur traite chaque année plus de 350 millions de mètres cubes d'eaux usées et s'attache à la plus grande rigueur dans ses modes d'exploitation. La direction recherche & développement et Stereau, pôle ingénierie du Groupe, développent des procédés innovants pour préserver les écosystèmes et permettre la réutilisation des eaux épurées. L'objectif est de réduire l'empreinte en eau des collectivités et de pérenniser la qualité des milieux aquatiques et les usages qui en dépendent (pêche, baignade, irrigation...).

En tant que consommateur d'eau, le Groupe favorise les économies et l'usage de l'eau recyclée pour l'ensemble de ses métiers. Outre l'utilisation d'eau industrielle, largement répandue dans les usines de traitement d'eau, le recyclage des eaux de pluie ou des eaux usées épurées se développe depuis plusieurs années pour l'arrosage des golfs de Blue Green ou le nettoyage des bennes de collecte des ordures ménagères de Coved.

EMPREINTE EN EAU
(directe et virtuelle nationale et importations) en m³/an/habitant
source : Unesco - IME mai 2011

Stop aux **FUITES**

Cartographie des 338 km du réseau de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), avec le positionnement des compteurs et vannes de sectorisation (en rouge) et détecteurs de pré-localisation en vert. Fuites réduites de 700 000 m³ entre 2003 et 2011.

EXEMPLES DE PERFORMANCES

35 %
DE RÉDUCTION
des débits de nuit, indicateurs de fuite, à Surgères (Charente-Maritime)

- 21 %
DE PERTES EN EAU
entre 2009 et 2011 à Gdansk (Pologne)

Pour Saur, caractériser les pertes sur les réseaux de distribution d'eau potable dont elle a la charge est une priorité. Grâce à la sectorisation des réseaux, c'est-à-dire à la pose de vannes et de compteurs en différents points stratégiques, les volumes mis en distribution sont connus précisément selon les quartiers. Couplée à des détecteurs acoustiques de pré-localisation de fuite, la sectorisation est le moyen d'observation le plus efficace pour détecter les pertes en eau sur les réseaux et engager les actions correctives.
Par ailleurs, les vannes de sectorisation constituent un moyen de maîtrise efficace des pressions dans les canalisations. Et des surpressions évitées, c'est une baisse directe et immédiate des taux de fuite ■

LE DÉCRET DE JANVIER 2012 :

- *renforce les obligations des collectivités en matière de rendement de réseau,*
- *leur impose de réaliser, avant fin 2013, un inventaire détaillé de leur réseau de distribution et de l'évaluation des niveaux de fuites.*

Anticipant cette réglementation, Saur a développé, depuis plusieurs années, des outils d'optimisation de la gestion des réseaux ■

RÉAGIR vite et bien

Saur est aujourd'hui le premier groupe français à avoir maillé le territoire de centres de pilotage opérationnel (CPO) qui, entre autres, collectent les données de fonctionnement des réseaux, optimisent les conditions hydrauliques et organisent les actions sur le terrain.
Depuis 2011, ces CPO sont dotés d'une nouvelle application, Secteau®. Celle-ci génère, chaque matin, une synthèse automatique des pertes en eau sur les réseaux dotés d'une sectorisation. Les actions correctives sont ainsi priorisées et planifiées avec une forte réactivité ■

Renouvellement **OPTIMISÉ**

La gestion patrimoniale des réseaux de distribution d'eau revêt à la fois un enjeu économique et environnemental pour les collectivités qui en ont la charge. Elle nécessite une connaissance approfondie de la structure, de l'histoire et des conditions de fonctionnement des ouvrages. L'état des canalisations n'est en effet pas uniquement lié à leur âge mais également à la nature des matériaux utilisés, aux conditions d'usage, à leur localisation, à des casses survenues par le passé.
L'objectif pour Saur : définir des plans de renouvellement des canalisations qui maximisent les rendements tout en minimisant les investissements. Une méthodologie complète a été formalisée. Elle repose sur une estimation multi-critères des risques de casse et de la gravité de leur impact potentiel. Cette analyse de criticité, couplée aux objectifs de performances fixés avec la collectivité, conduit à la définition du plan de renouvellement optimal ■

à vos côtés…

UNE GESTION QUI S'EXPORTE

En Arménie, grâce aux réparations de fuites et à la réhabilitation des réseaux réalisées par Saur pour Armenian Water, la période d'alimentation en eau des foyers est passée de 6 heures à 15 heures par jour entre 2004 et 2011 ■

DE L'EAU comme s'il en pleuvait

Le lavage quotidien des flottes de camions bennes pour la collecte des déchets ménagers nécessite des volumes d'eau importants. Alternative à l'utilisation de l'eau de réseau pour des usages qui ne requièrent pas une qualité d'eau potable, la récupération et le recyclage des eaux de pluie tendent à se généraliser chez Coved. Sur l'exploitation de Grand-Quevilly (Seine-Maritime), une cuve de 30 000 litres récupère les eaux pluviales issues des toitures de l'atelier et permet le nettoyage de l'ensemble de la flotte de camions, soit vingt-trois véhicules au total. Le recours à cette ressource inépuisable, gratuite et d'une qualité conforme aux réglementations sanitaires en vigueur, a réduit de 60 % les consommations d'eau potable sur le site de Oignies (Pas-de-Calais). À La Chapelle-Saint-Luc (Aube), la récupération d'eau de pluie est réalisée depuis 2010 grâce à un dispositif innovant, Murdeau®, conçu par la société CircéO Partners. Il couvre 50 % des besoins en eau de lavage des camions ■

Eau SOUS CONTRÔLE pour les Flower

La préservation des ressources en eau se décline aussi chez Flower campings par une gestion éco-responsable de ses hôtels de plein air : récupération d'eau de pluie et arrosage raisonné par goutte-à-goutte, choix d'espèces végétales peu gourmandes en eau, économiseurs d'eau dans les mobil-homes et les sanitaires collectifs, sensibilisation des vacanciers sont autant d'actions concrètes mises en place. Un engagement environnemental officiellement reconnu sur certains campings par l'obtention du label « Clef Verte » ■

Camping La grange de Monteillac (Aveyron), labellisé Clef Verte.

BOUCLE D'EAU industrielle

L'exploitation d'une station d'épuration peut requérir l'utilisation de quantités d'eau significatives, en particulier pour la préparation de produits de traitement tels que les polymères. La création d'un réseau de distribution d'eaux usées épurées, utilisées à des fins industrielles, évite de consommer de l'eau potable prélevée dans le milieu naturel. Une alternative que Saur étudie au cas par cas sur les sites selon la qualité de l'eau en sortie de clarificateur. Sur la station d'épuration Furania de Saint-Étienne (Loire), la consommation d'eau industrielle pour la préparation des polymères s'élève à 36 000 m³ par an quand la consommation annuelle d'eau potable sur le site ne représente que 3 000 m³.
Une empreinte en eau également optimisée sur la station des 3 ponts à Andrézieux-Bouthéon (Loire) où l'utilisation d'eau industrielle pour les polymères permet de réduire de plus de 30 % les consommations d'eau potable du site ■

RE-USE : la fontaine de jouvence

Dans les régions où le manque d'eau devient chronique, la recherche de ressources en eau alternatives pour réduire les prélèvements dans le milieu naturel est primordiale. À cet égard, la réutilisation des eaux usées épurées constitue une voie d'avenir, encore peu exploitée en France. C'est pourquoi, les équipes de recherche & développement du groupe Saur ont créé un consortium d'industriels, de PME et de laboratoires scientifiques pour répondre à l'appel à projets Eco-Industries 2011 émis par le ministère de l'Industrie. L'objectif est de mettre au point une filière de réutilisation des eaux usées épurées qui soit modulable selon les contraintes locales et exportable à l'ensemble du bassin méditerranéen. L'usine de traitement des eaux usées de Mauguio (Hérault), exploitée par Saur, accueille la plateforme de démonstration du projet, baptisé « Nowmma » (New Process for Optimizing Wastewater Reuse from Mauguio to the Mediterranean Area).

Si les procédés d'épuration à mettre en œuvre pour atteindre une qualité d'eau compatible avec la réutilisation sont bien connus, la gestion des risques liés à la qualité biologique de l'eau sur l'aval de la filière l'est beaucoup moins. C'est sur cette thématique innovante que se focalisera le projet. Ainsi, les contraintes liées au stockage de l'eau et à sa désinfection, les risques spécifiques au point d'usage ainsi que l'acceptabilité sociale de la réutilisation des eaux usées épurées seront étudiés durant trois ans. L'eau produite devra répondre aux contraintes réglementaires ainsi qu'aux besoins de la collectivité de Mauguio et de la Communauté de communes du Pays de l'Or. Elle permettra l'irrigation d'espaces verts et de cultures, ainsi qu'un certain nombre d'usages urbains tels que le lavage de véhicules ou de voiries. Des essais d'irrigation sur le site de la station seront menés ■

L'objectif est de mettre au point une filière complète de réutilisation des eaux usées épurées qui soit modulable selon les contraintes locales

Idées vertes pour les GREENS

Une gestion responsable de l'eau pour l'irrigation des parcours de golf doit concilier la préservation de la ressource et la pratique du jeu. À l'heure où les épisodes de sécheresse sont de plus en plus fréquents, cet enjeu est plus que jamais au cœur des priorités de Blue Green, filiale de gestion de golfs du Groupe. Irrigation au juste nécessaire grâce à un système d'arrosage informatisé et couplé à une station météorologique spécifique, minimisation des superficies arrosées et opérations mécaniques d'entretien sur les zones essentielles de jeu pour une meilleure pénétration de l'eau permettent de limiter les consommations d'eau.

En outre, l'utilisation de ressources alternatives à l'eau potable est systématiquement privilégiée. Sur le parcours de golf de Rhuys-Kerver (Morbihan), qui compte soixante hectares de jeu, seuls dix-neuf hectares de gazon sont arrosés. Ces zones reçoivent des eaux usées épurées et hygiénisées sur la station d'épuration voisine de Saint-Gildas-de-Rhuys (Morbihan), exploitée par Saur. Des eaux qui seraient rejetées en mer si elles n'étaient pas réutilisées sur le golf. Grâce à elles, les golfeurs bénéficient d'une excellente qualité de jeu tout au long de l'année, dans un parfait respect des équilibres hydriques locaux ■

Littoral et eaux de baignade

Le littoral est à la fois une zone d'attractivité et de fragilité. Sa protection nécessite une approche globale et des solutions spécifiques pour pérenniser l'équilibre entre la nature et les activités humaines.

Plus de 60 % de la population mondiale vit dans la grande zone côtière et, d'après l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), 3,8 milliards de personnes résident à moins de 150 km du rivage. En France, les zones de bord de mer font partie des zones à forte attractivité : d'après l'Observatoire du littoral, les 885 communes littorales accueillent un peu plus de 10 % de la population sur seulement 4 % du territoire, sans parler de leur très forte capacité d'accueil touristique. Dans ces zones, l'urbanisation gagne du terrain ; les terres artificialisées progressent au détriment des terres agricoles et des milieux naturels.

Le littoral fait donc partie des écosystèmes particulièrement exposés aux pressions anthropiques de toutes natures et notamment aux risques de pollutions aquatiques : nitrates, hydrocarbures, micro-organismes pathogènes, micro-algues toxiques par exemple. Le maintien de la qualité des milieux naturels et de l'eau y est pourtant un enjeu d'importance au regard des nombreuses activités qui en dépendent, directement ou indirectement : conchyliculture, pêche, fermes aquacoles, tourisme, sports nautiques…

Dans ce domaine, la réglementation européenne s'est largement renforcée en 2006 avec la directive (2006/7/CE) sur la qualité des eaux de baignade. Cette directive poursuit deux objectifs majeurs : améliorer les normes sanitaires et la protection des baigneurs et rendre plus efficace la gestion des eaux dans les zones littorales. Elle s'applique aussi bien aux eaux de mer qu'aux eaux douces et concerne donc aussi les collectivités qui exploitent des lacs et retenues à des fins récréatives. Elle entrera en vigueur à partir de 2015 et conduira à une modification de la gestion et du contrôle de la qualité des eaux de baignade. Au-delà des impacts sanitaires, les problématiques liées à la propreté des plages se font également sentir. La pollution en macro-déchets et la prolifération des algues vertes constituent des sources importantes de nuisances auxquelles les collectivités doivent aussi faire face.

Partenaire des communes littorales depuis sa création, le groupe Saur se considère comme un acteur de proximité dont la responsabilité est d'apporter des solutions sur mesure face aux enjeux de ses clients. Saur a grandi à leurs côtés et a appris à gérer les spécificités de ces territoires sensibles et touristiques : fortes variations de population en été, sécurisation de l'approvisionnement en eau potable, gestion de ressources en eau superficielle nécessitant des traitements poussés, contraintes spécifiques de rejet des eaux usées épurées, gestion de situations de crise comme lors des tempêtes Xynthia et Klaus.

Aujourd'hui, le Groupe poursuit son engagement en innovant, en impulsant des démarches territoriales pour créer des synergies locales, source d'efficacité accrue et de gains économiques. Du nettoyage des plages à la valorisation des algues vertes, de la gestion active des eaux de baignade à l'information du public, du traitement membranaire des eaux usées à la réutilisation des eaux usées épurées, des métiers de l'environnement aux activités de loisirs, Saur a plus que jamais la capacité à accompagner le développement des collectivités littorales dans une dynamique de progrès durable.

2011
Élaboration des profils des eaux de baignade

2012
Communication auprès du public

2013
Premier classement selon la directive de 2006 applicable en fin de saison

2015
Objectif des eaux de baignade de qualité au moins suffisante

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE EUROPÉENNE 2006/7/CE RELATIVE À LA GESTION DES EAUX DE BAIGNADE

Quand OMER® veille

2011 a vu de nombreuses stations balnéaires se doter des outils de surveillance de la qualité des eaux littorales proposés par Saur, en réponse à la récente directive européenne sur la qualité des eaux de baignade. Avec Omer®, service de gestion des eaux récréatives, elles mettent progressivement en place une cartographie de leurs risques de pollution, un plan d'action visant à réduire leur vulnérabilité, des outils d'analyse rapide de la qualité de l'eau des zones de baignade et des outils d'information du public. Grâce à un site internet dédié lancé en 2011, les collectivités clientes de Saur ont accès à leurs résultats d'analyses, en quelques clics et de manière totalement sécurisée. Elles disposent ainsi d'un outil d'aide à la décision pour l'ouverture ou la fermeture des plages. Le grand public peut y trouver, quant à lui, une présentation des moyens de surveillance mis en œuvre par la ville dans laquelle il se trouve.
En 2011, Saur a ainsi assuré la protection de 233 plages, dont celles de l'Ile de Ré (Charente- Maritime), du Guilvinec (Finistère), d'Arzon (Morbihan), de Carnac (Morbihan) ou encore du Lavandou (Var) ■

Echantillons d'eau de mer prélevés pour analyse.

à vos côtés...

LA PROTECTION DU LITTORAL POUR RÈGLE D'OR

La Grande-Motte (Hérault).

La Communauté de communes du Pays de l'Or a confié la conception et la construction de la station d'épuration de la Grande-Motte (Hérault) à Stereau, filiale ingénierie du groupe Saur. Exclusivité du Groupe depuis 14 ans, la technologie à membranes plaques Aqua-RM®, dont sera équipée cette station, garantit une performance de traitement exceptionnelle avec une qualité des eaux épurées répondant aux critères d'excellence de la directive eaux de baignade. Ainsi, en 2013, lorsqu'elle sera mise en service, cette installation deviendra la plus importante référence française du procédé membranaire Aqua-RM® dont sont déjà équipées les villes d'Ensuès-La-Redonne (Bouches-du-Rhône) et de Pollestres (Pyrénées-Orientales) sur le littoral méditerranéen ■

BAIGNADE AUTORISÉE

Saur a participé aux 3e Rencontres nationales sur la qualité des eaux de baignade en zones littorales qui se sont tenues en juin 2011 à Cassis (Bouches-du-Rhône). Une question centrale a structuré les échanges entre les deux cents participants, spécialistes et représentants de collectivités en tête : comment se préparent les collectivités à appliquer la nouvelle directive européenne 2006/7/CE relative à la qualité des eaux de baignade ? L'expérience de Saur sur la gestion active des plages a contribué à présenter aux responsables de zones de baignade les solutions concrètes dont ils ont besoin ■

MISSION LITTORAL : premier prix de la communication environnementale

2011 a été l'année du couronnement pour Mission littoral, organisée par le groupe Saur. Cette tournée estivale des plages, dédiée à la sensibilisation des enfants à la préservation de l'environnement et des milieux aquatiques, s'est vue remettre le prix de la « meilleure action de communication environnementale » de l'année, lors des Trophées de la communication à Lyon (Rhône) ■

Oser® la CERTIFICATION

Evian (Haute-Savoie), 1ère collectivité à obtenir, pour un site en eau douce, la certification « Démarche qualité eaux de baignade ».

Conscient des nouvelles exigences réglementaires et des enjeux touristiques importants pour sa ville, Marc Francina, député-maire d'Evian (Haute-Savoie) et président de l'ANMSCCT (Association nationale des maires des stations classées et communes touristiques), a engagé une démarche volontariste dès 2010 en choisissant Saur pour l'accompagner dans la protection de ses zones de baignade sur le lac Léman. La mise en œuvre de l'offre Saur pour la surveillance des eaux récréatives (Oser®), destinée aux zones lacustres, a permis d'établir à l'issue de la première année le profil de vulnérabilité d'eau de baignade, ainsi que le diagnostic environnemental destiné à évaluer les sources de pollutions potentielles et à renforcer les outils de prévention. Des panneaux d'information pour le grand public ont été mis en place dès la saison estivale 2011. Une démarche couronnée de succès puisque la ville d'Evian a été la première collectivité à obtenir, pour un site en eau douce, la certification « Démarche qualité eaux de baignade » du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM).
La commune du Lavandou (Var) a elle aussi obtenu la certification, pour la saison 2011, de son système de gestion de la qualité des eaux de baignade. Cette certification est la seconde étape du contrat de trois ans qui lie Saur et Le Lavandou pour la gestion active des eaux de baignade. Elle atteste du suivi rigoureux et efficace de la qualité des eaux des douze plages de la ville ■

à vos côtés...

COMCOQ SORT DE SA COQUILLE

Le projet collaboratif territorial Comcoq (Compréhension - coquillages), initié par Jean-Michel Belz, président du Syndicat mixte d'Auray-Belz-Quiberon-Pluvigner (SMABQP) et développé avec Saur, a pour objectif de protéger le littoral et de pérenniser les activités liées à la mer sur la baie de Quiberon (Morbihan).
Ce projet innovant a reçu le soutien du Programme régional santé environnement 2011 de la région Bretagne, et est également aidé par l'Etat et l'Union européenne, au travers du Fonds européen pour la pêche (FEP).
Débuté en mars 2011, Comcoq se focalise sur la gestion des risques de pollution bactériologique des zones de pêche à pied.
Un vaste plan de sécurisation des postes de relevage des eaux usées a été mené pour éviter tout rejet en mer en cas de fortes précipitations.
Un état des lieux territorial a été établi grâce à la compilation et à l'examen approfondi des actions déjà engagées (analyses de la qualité des eaux de baignade, profils de vulnérabilité et mesures prises pour assurer la qualité des eaux). Des actions spécifiques complémentaires ont par ailleurs été réalisées, tant sur la qualité des eaux littorales que sur l'information du public. Une enquête a ainsi été conduite sur les plages au cours de l'été 2011 pour mieux comprendre les pratiques et le niveau d'information des pêcheurs à pied. Le projet a abouti à :

- la définition des données hydrométéorologiques qui impactent la qualité de l'eau et des coquillages,
- une méthodologie de hiérarchisation des risques,
- l'identification des besoins et des moyens d'information du grand public.

L'optimisation de la gestion des sites de pêche à pied est en marche ■

« La préservation du littoral, celle des eaux de baignade comme des sites conchylicoles et de pêche à pied, représente un enjeu crucial pour nos stations, dont l'économie est largement assise sur le tourisme et la conchyliculture. Nous poursuivons les campagnes de sensibilisation à la protection de l'environnement afin que chacun puisse continuer à bénéficier de ce site extraordinaire. »

JEAN-MICHEL BELZ, président du Syndicat mixte d'Auray-Belz-Quiberon-Pluvigner.

Micropolluants

Les micropolluants constituent un enjeu majeur en termes de santé publique et de préservation des écosystèmes aquatiques. Des mesures efficaces doivent être prises pour traiter ces molécules émergentes et prévenir les pollutions.

Les récents progrès réalisés en chimie analytique ont permis de mettre en évidence la présence de nouvelles formes de pollution des masses d'eau liées aux micropolluants. Ces molécules ont la particularité d'être souvent présentes en très faibles quantités mais sont susceptibles d'avoir une action toxique sur l'Homme et sur l'environnement, même à très faible dose, soit à des niveaux de concentration pouvant aller du milligramme (1/1 000 de gramme) au nanogramme (1/1 000 000 000 de gramme) par litre, voire en dessous.

A l'exception des métaux, les micropolluants sont principalement des substances organiques de synthèse qui ont été, ou sont fabriquées par l'Homme. Leur nature est très variable et le panel des molécules concernées très large : solvants, insecticides et pesticides, détergents, cosmétiques, désinfectants, plastifiants, retardateurs de flamme, produits pharmaceutiques... Rien que pour cette dernière catégorie, plus de 3 000 médicaments à usage humain et 300 médicaments vétérinaires sont actuellement disponibles sur le marché français.

Toutes ces substances sont utilisées dans différents secteurs d'activité, tels que l'agriculture, l'industrie, le milieu médical. Elles sont ensuite évacuées dans l'environnement par des voies multiples. Les résidus médicamenteux sont excrétés par les malades et rejetés de manière continue dans les milieux aquatiques par l'intermédiaire des stations de traitement des eaux usées. Les voies d'entrée des médicaments vétérinaires dans les écosystèmes aquatiques sont souvent différentes, soit par ruissellement depuis les terres agricoles où sont épandus les fumiers et les lisiers, soit via les rejets des fermes aquacoles. Les micropolluants peuvent aussi être rejetés via des effluents industriels, que ceux-ci soient, ou non, préalablement épurés.

Les impacts des micropolluants sur la santé humaine et sur les écosystèmes sont encore mal connus. Certains d'entre eux ont d'ores et déjà été classés comme dangereux et font l'objet d'une réglementation depuis plusieurs années. C'est le cas de pesticides comme l'atrazine, ou encore de métaux comme le cadmium, le mercure, le plomb. De nombreux travaux de recherche sont en cours et doivent aboutir à une meilleure caractérisation des quantités présentes dans les masses d'eau et de leurs effets sur le vivant. Ces programmes s'inscrivent dans un contexte de préservation de l'environnement et des ressources en eau, mais aussi dans une optique de santé publique.

Depuis plus de quinze ans, le groupe Saur dédie des moyens de recherche et d'expertise pour évaluer les risques liés aux micropolluants et fournir à ses clients des solutions pour sécuriser la qualité de l'eau potable distribuée. Le procédé Carboflux®, mis sur le marché à la fin des années 1990, a permis une avancée significative pour potabiliser les eaux de surface chroniquement polluées en matière organique et en pesticides. Carboplus®, évolution technologique du Carboflux®, a vu le jour en 2010. Très performant sur l'abattement des micropolluants et plus compact que son grand frère, il s'adapte aux eaux souterraines aussi bien qu'aux eaux de surface et permet d'apporter la fiabilité du charbon actif en poudre même à de petites unités.

Sur ces thématiques très complexes, Saur s'associe également à des partenaires spécialisés afin de faire avancer les connaissances académiques, d'améliorer la caractérisation des masses d'eau et de définir les stratégies territoriales à mettre en œuvre. Son action, en lien avec le Léres (Laboratoire d'étude et de recherche en environnement et santé) de Rennes et l'Institut d'aménagement de la Vilaine depuis deux ans, en est la preuve. Le partenariat signé avec la start-up VigiCell en 2011 témoigne également de la volonté du Groupe de faire avancer les méthodes biologiques d'évaluation de la toxicité des micropolluants sur les écosystèmes. Complément nécessaire voire indispensable aux méthodes d'analyses physico-chimiques, ces méthodes innovantes constituent un moyen de surveillance efficace pour définir les politiques de prévention et le suivi des plus gros pollueurs.

CONSOMMATION ANNUELLE DE MÉDICAMENTS
en euros par personne en France
source : LEEM

La chasse aux MICROPOLLUANTS continue

En 2011, le Groupe a poursuivi ses programmes de recherche et développement sur l'élimination des micropolluants dans l'eau. Au centre du dispositif, le procédé Carboplus®, développé, breveté et commercialisé par Saur-Stereau. Il a pour mission de potabiliser l'eau et, plus spécifiquement, d'éliminer les micropolluants organiques tels que les hormones naturelles ou de synthèse et les résidus médicamenteux. Son principe d'action est simple : piéger, par adsorption, les micropolluants sur du charbon actif fluidisé, celui-ci étant ensuite éliminé. Un atout majeur face aux procédés alternatifs qui ne font que décomposer les molécules (ozonation) ou les concentrer (osmose inverse). Le bénéfice apporté est une meilleure qualité de l'eau distribuée, tant au niveau gustatif, qu'au niveau de sa qualité physico-chimique.
La plateforme de recherche, située sur l'usine de potabilisation du Jaunay à Landevieille (Vendée), constitue le berceau historique des procédés dédiés à l'élimination de la matière organique et des micropolluants. Elle a été totalement modernisée en 2011. Elle est aujourd'hui utilisée pour étudier les couplages entre le procédé Carboplus® et d'autres étapes de traitement. L'objectif est d'élargir le champ d'application de ce procédé pour apporter des solutions globales, adaptées à la variabilité des besoins des collectivités ■

à vos côtés...

CARBOPLUS®, LA SOLUTION EN MAINE-ET-LOIRE

Le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) de la région ouest de Cholet a confié en 2011 la réhabilitation de son usine d'eau potable du Longeron (Maine-et-Loire) à Stereau, filiale ingénierie du groupe Saur. La nouvelle usine, d'une capacité nominale de 300 m³/h, est dotée d'un prétraitement par flottation et d'une étape d'affinage avec Carboplus®. Sa mise en service, prévue en 2012, permettra au syndicat de fournir à ses clients consommateurs, une eau potable d'une qualité sanitaire et gustative exceptionnelle ■

« Le syndicat avait deux objectifs : améliorer le traitement de la matière organique et aussi, traiter les micropolluants, en particulier les pesticides. Il s'agissait de sécuriser le fonctionnement de l'usine en ajoutant un module permettant de faire face aux pics de pollution présents dans la Sèvre Nantaise où l'usine puise son eau. Avec Carboplus®, Stereau nous a proposé une solution sur mesure pour répondre à ces deux problématiques et anticiper ainsi la réglementation à venir sur les micropolluants. Il s'agit donc d'un investissement pour l'avenir. »

PAUL MANCEAU, président du SIAEP de la région ouest de Cholet.

Les stations d'épuration dans la DYNAMIQUE

En 2011, le groupe Saur et le Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP), gestionnaire des eaux usées de près de 8,5 millions d'habitants, ont signé un partenariat de recherche. L'objectif est de répondre aux enjeux futurs auxquels le SIAAP devra faire face en matière d'assainissement et de mettre au point une étape de traitement complémentaire dédiée à l'élimination des micropolluants des eaux usées avant leur restitution au milieu naturel.
Dans cette optique, le groupe Saur construit une unité pilote Carboplus® sur l'usine Seine Centre à Colombes (Hauts-de-Seine). Cette installation sera testée sur une durée de trois ans. Les résultats viendront s'ajouter à ceux acquis par les chercheurs de Saur. Ils permettront de déterminer de nouvelles solutions de gestion des eaux usées adaptées aux spécificités des eaux du SIAAP.
Ainsi, Carboplus®, configuré à l'origine pour couvrir les besoins liés au domaine des eaux potables, est en passe de devenir un procédé de référence pour le traitement des eaux usées, domestiques et industrielles ■

VIGIWATER™, sentinelle de l'eau

En 2011, VigiCell et le groupe Saur ont signé un contrat de partenariat centré sur l'évaluation de la toxicité des polluants de l'eau. Créée en 1999 par des chercheurs du CNRS, VigiCell est une entreprise pionnière en santé et environnement. VigiCell est spécialisée dans l'évaluation de la qualité de l'eau et plus particulièrement de l'impact des polluants sur la santé et l'environnement. Son expertise en physiologie et biologie cellulaire est reconnue depuis de longues années, notamment via sa plateforme dédiée à la santé humaine.

Face aux nouvelles exigences de la Directive cadre sur l'eau (DCE) en matière de suivi des micropolluants émergents et à la méconnaissance de leurs effets sur le vivant, VigiCell a mis au point un système d'évaluation du potentiel toxique d'une eau par biocapteurs, appelé Vigiwater™. Il permet de mesurer :
- la toxicité générale d'une eau sur un panel d'organismes (algues, champignons, bactéries, cellules animales/humaines),
- ses effets biologiques sur le vivant (perturbation endocrinienne, atteintes à l'ADN, stress cellulaire).

Cette méthode est complémentaire des analyses physico-chimiques réglementaires, notamment celles orientées sur les micropolluants émergents. Sa valeur ajoutée est d'apporter des informations sur la toxicité d'une eau par rapport aux écosystèmes aquatiques. En ce sens, elle répond aux besoins nouveaux en matière de surveillance du bon état écologique des cours d'eau, de contrôle des rejets industriels ou encore, d'évaluation des performances de traitement pour l'eau potable et l'assainissement.

Saur et VigiCell collaborent avec l'Institution d'aménagement de la Vilaine à Férel (Morbihan) pour suivre la qualité du cours d'eau. VigiCell a, par ailleurs, travaillé pour l'Agence de l'eau Seine Normandie (AESN) sur la réalisation et l'interprétation de tests biologiques de toxicité chronique sur différents types d'effluents rejetés sur le bassin Seine-Normandie. La nécessaire prise en compte de l'impact des rejets industriels sur le milieu vivant, conduit l'AESN à modifier sa grille de notation de la redevance des effluents non domestiques. Les mesures Vigiwater™ vont servir à la constitution de cette nouvelle grille. Elles deviendront, de fait, une référence incontournable pour l'évaluation des impacts des pollutions aquatiques sur le vivant ■

vigicell
santé & environnement

IE-Club
Le club des acteurs de la ITech-Economie

En septembre 2011, le groupe Saur et la société VigiCell ont remporté le prix de l'Observatoire de la relation « Grandes entreprises - PME innovantes », dans la catégorie « Développement durable ». Décerné par les Trophées de l'IE-Club, ce prix récompense chaque année les partenariats, grand groupe-PME, les plus actifs et prometteurs sur la mise en place de produits novateurs.

Valorisation des **déchets**

Près de 4 milliards de tonnes de déchets sont produites chaque année, dont un quart en Europe. Certaines ressources se raréfient. La réduction des déchets à la source, le tri, la valorisation et le recyclage s'imposent.

En 2006, près de 4 milliards de tonnes de déchets ont été produites sur la planète. D'après les dernières études de l'Agence européenne de l'environnement, 250 millions de tonnes de déchets municipaux et plus de 850 millions de tonnes de déchets industriels sont produites annuellement par les pays d'Europe, soit un quart de la production mondiale. Depuis 1985, la production de déchets s'est accrue en moyenne de 3 % par an dans les pays européens membres de l'OCDE.

Outre l'évolution des quantités produites, un changement est également observé sur la nature des déchets et sur le taux de substances reconnues toxiques qu'ils contiennent. Deux phénomènes qui se conjuguent et amplifient l'impact des déchets sur les écosystèmes terrestres et aquatiques, pouvant même générer des conséquences sur la santé humaine, notamment si les déchets ne sont pas gérés par des filières adaptées.
Parallèlement, des tensions apparaissent sur le marché de certaines ressources qui se raréfient : métaux, énergies fossiles… C'est donc la gestion globale des matières, sur tout leur cycle de vie, qui doit être repensée. Réduction des déchets à la source, tri, collecte, valorisation et recyclage s'imposent.

Réduire les déchets à la source implique que les fabricants optimisent l'utilisation des ressources dès la conception des produits (produits biodégradables, volumes d'emballages, durabilité du produit fini…) mais nécessite également une modification des comportements de consommation pour passer du « tout jetable » au « réutilisable ».
En aval, la collecte sélective et la valorisation des déchets, notamment sous forme de matière première secondaire (matière recyclée), dépendent des politiques publiques et de la capacité d'innovation des industriels. Transformer les déchets en de nouvelles matières, extraire les éléments valorisables, parfois présents à l'état de traces (cas de certains métaux dans les déchets d'équipements électriques et électroniques par exemple), impliquent de mettre en place de nouveaux procédés de traitement.

En France, le Grenelle de l'environnement a impulsé la démarche, par le biais d'objectifs précis :
- réduction de 7 % de la production de déchets ménagers et assimilés par habitant entre 2009 et 2015, soit environ 1,5 million de tonnes de déchets évitées,
- amélioration du taux de recyclage matière et organique afin d'atteindre 45 % en 2015 pour les déchets ménagers et 75 % dès 2012 pour les déchets des entreprises et les emballages,
- orienter vers le recyclage 75 % des déchets des entreprises (hors BTP, agriculture, agroalimentaire et activités spécifiques).

Dans ce contexte favorable aux initiatives, Coved, qui collecte chaque année plus d'un million de tonnes de déchets et traite plus de 500 000 tonnes de déchets ménagers et industriels sur ses centres de tri et de valorisation, participe activement à la construction d'un nouveau modèle de gestion des déchets.

Afin d'inciter les citoyens à produire moins de déchets, Coved sensibilise en particulier les jeunes publics et les professionnels du bâtiment et s'implique dans la mise en place de la tarification incitative, notamment au travers de son offre Modul'OM®, présentée fin 2011.

Concernant la valorisation, l'innovation est également au rendez-vous. Outre le recyclage des papiers, plastiques… Coved développe chaque année de nouvelles filières de recyclage en partenariat avec les éco-organismes, les fédérations professionnelles et les industriels. Ainsi sont nées, entre autres, des filières de valorisation des pneus, des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), des emballages agricoles, des capsules de café Nespresso®.

Parallèlement, le groupe Saur limite sa production de déchets (emballages, papiers…) et dématérialise, en France comme en Pologne, ses factures d'eau. Sur ses sites d'exploitation, priorité est donnée à la valorisation et au recyclage. En 2011, plus de 95 % des boues issues des stations d'épuration ont fait l'objet d'une valorisation matière (épandage agricole, compostage) ou énergétique (incinération avec production de chaleur ou d'électricité) et plus de 12 % des lixiviats produits sur les installations de stockage des déchets ont été directement recyclés sur site vers les bioréacteurs.

PANORAMA DES DÉCHETS MÉNAGERS EN FRANCE
source : ministère de l'Ecologie - septembre 2011

DÉCHETS : payer pour ce que l'on produit

La tarification incitative, instaurée par la loi Grenelle 1 du 3 août 2009, consiste à facturer le service public d'élimination des déchets non plus forfaitairement mais selon la quantité de déchets réellement générée.

« *La redevance d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères devront intégrer, d'ici 2015, une part variable incitative devant prendre en compte la nature et le poids et/ou le volume et/ou le nombre d'enlèvements des déchets* » : c'est ce que stipule l'article 46 de la loi, donnant ainsi une impulsion claire pour engager une transformation du mode de financement du service public d'élimination des déchets.
Selon le principe du pollueur-payeur, il s'agit d'encourager les comportements responsables afin de favoriser le tri et le recyclage et diminuer la production de déchets.

La mise en application de cette tarification constitue un défi tout autant qu'une opportunité pour les collectivités. Pour accompagner ses clients dans ce changement, Coved a structuré une offre de service sur mesure : Modul'OM®. Sa particularité : être modulable selon les spécificités de chaque territoire. Sensibilisation des usagers, enquête terrain, porte-à-porte et dotation en bacs et/ou en badges équipés d'une puce électronique, adaptation des équipements de collecte, gestion et sécurisation des données informatiques, relation clients, gestion de la facturation sont autant d'étapes nécessaires dans le processus. Parce que la qualité du service client est au cœur de la réussite du dispositif, Modul'OM® s'appuie sur les centres d'appel de Saur mobilisés pour la gestion des services d'eau.

Modul'OM® s'inscrit au cœur des stratégies développement durable des collectivités : il responsabilise les habitants et permet une meilleure gestion des déchets d'un territoire, tant sur le plan environnemental qu'économique ■

MODUL'OM® C'EST DÉJÀ...

14
CONTRATS

335 000
HABITANTS, *concernés par tout ou partie du dispositif*

à vos côtés...

PUCES SAVANTES À PODENSAC

La Communauté de communes du canton de Podensac (Gironde) a opté pour une redevance incitative basée sur le poids des déchets et le nombre de levées des bacs. Effective depuis le 1er juillet 2011, sa mise en place a été confiée à Coved. 17 880 habitants ont été sensibilisés, informés puis dotés de bacs munis de puces. Des composteurs individuels ont été distribués pour encourager le tri des biodéchets ■

Collecte avec informatique embarquée à Podensac (Gironde).

« *Les premiers résultats sont déjà très encourageants. Par rapport à 2010, nous avons constaté une diminution de 40 % du tonnage des ordures ménagères résiduelles et une hausse de 23 % du tonnage de tri sélectif.* »

DOMINIQUE FAUBET, vice-président de la communauté de communes et maire de Virelade.

Quand la matière se RECYCLE

Au cours de l'année, Coved a relevé deux nouveaux défis : l'extraction de l'indium des écrans LCD et la gestion de la fin de vie des mobil-homes.

- Le projet de recyclage d'indium issu des dalles LCD a entamé sa 2e phase : Coved s'associe avec Camille SA et l'IFTS (Institut de filtration et des techniques séparatives) pour concevoir le prototype de l'unité industrielle de recyclage d'indium sur 2012/2013. Ce prototype a pour objectif de valider les principes de fragmentation et de tri de l'indium. Il doit aboutir au recyclage de 20 kg d'indium. A terme, une unité industrielle permettra de remettre sur le marché 30 à 40 tonnes d'indium par an. Les réserves mondiales sont de l'ordre de 10 000 tonnes et la demande est de 1300 tonnes par an. Les ressources pourraient être épuisées d'ici moins de 10 ans.
- Les tests de déconstruction des mobil-homes et de valorisation de leurs matériaux (bois, métaux et plastiques), menés en partenariat avec Uni VDL et Éco Mobil-home, ont permis d'atteindre un taux moyen de valorisation de 60 % pour les constructions anciennes. La valorisation des modèles plus récents, en panneaux sandwichs, semble plus complexe et nécessitera une réflexion en amont avec les fabricants sur la construction. En perspective : un volume annuel de 5 000 mobil-homes à déconstruire.

Un challenge au recyclage que Coved mène sur tous les fronts, en témoigne la hausse sensible, en 2011, des quantités de matières traitées et de leur taux de valorisation ■

DÉCHETS TRAITÉS ET VALORISÉS PAR COVED (en tonnes)

LE COMPOST À L'HONNEUR

En 2011, Saur a renforcé son positionnement dans le compostage des boues de stations d'épuration, en faisant l'acquisition de 2 nouvelles plateformes à Thuir et Saint-André (Pyrénées-Orientales). Ces plateformes permettent à la fois de valoriser les boues issues des stations gérées par Saur et de traiter celles générées par d'autres acteurs du territoire, privés ou publics. Parallèlement, le compost de déchets ménagers produit par Coved à Aspach (Haut-Rhin) a obtenu l'Écolabel européen. En France, seuls 9 autres composts disposent de ce label ■

Une solution personnalisée pour les MÉTIERS DU BTP

Artisan tailleur de pierre affilié à la Capeb.

Alors que la construction représente le plus gros gisement de déchets en France, certains artisans rencontrent des difficultés pour éliminer leurs déchets, trop nombreux pour être acceptés en déchèterie traditionnelle mais insuffisants pour justifier la dépose d'une benne. Afin de leur apporter une solution pratique et conforme à la réglementation, des déchèteries professionnelles voient le jour.

Dernière en date au sein du Groupe : la déchèterie professionnelle d'Irigny (Rhône), fruit d'un partenariat entre Coved, la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) et la Fédération du bâtiment. Elle traite les déchets inertes (béton, pierres, carrelages...), les bois, végétaux, néons, ferrailles, plastiques, etc.

A l'issue de sa première année d'activité, plus de 1 500 tonnes de déchets ont été traitées, dont 65 % valorisées ■

Énergie et gaz à effet de serre

L'augmentation des coûts de l'énergie et le changement climatique sont au cœur des enjeux de demain. Priorité aux économies d'énergie, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et au développement des énergies renouvelables.

L'énergie et le climat sont au premier rang des défis environnementaux actuels. Le changement climatique impacte l'ensemble des écosystèmes. Il influe sur la pérennité de certains territoires exposés aux inondations ou à la sécheresse. Quant aux ressources énergétiques, elles sont au cœur du développement et de l'économie des états mais se raréfient. Entre 2005 et 2011, le prix du baril de pétrole a ainsi été multiplié par deux. Entre 2006 et 2012, le prix de production et de distribution de l'électricité en France a subi une hausse de 20 %.

Si le Paquet énergie climat (PEC) fournit la réponse de l'Europe face à l'urgence de la situation, le Grenelle de l'environnement a, quant à lui, fixé les objectifs de la France. Ainsi, d'ici 2020, la France doit :
- réduire de plus de 23 % ses émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990,
- améliorer son efficacité énergétique de 17 %,
- diversifier son bouquet énergétique pour atteindre un taux minimal de 23 % d'énergies renouvelables dans la consommation du pays.

Au niveau européen, chacun de ces pourcentages est fixé à 20 % (règle dite « des 3 fois 20 »).

L'amélioration de l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien, géothermie, hydraulique, bois et biomasse) sont donc devenus un passage obligé. L'état français, les collectivités locales et les entreprises doivent maintenir leur compétitivité malgré une hausse durable des prix de l'énergie. Ces mesures visent également à sécuriser l'approvisionnement énergétique de la France, fortement dépendante de ressources importées. La production nationale de pétrole, charbon et gaz ne représente en effet qu'environ 1 % de la consommation française et si la balance commerciale de la France est excédentaire en matière d'électricité, sa production est conditionnée aux importations de matières premières telles que l'uranium.

La maîtrise de l'empreinte carbone, c'est-à-dire des émissions de gaz à effet de serre rejetées dans l'atmosphère, est un corollaire tout aussi nécessaire. Depuis juillet 2011, le décret n° 2011-829 fixe aux entreprises de plus de 500 salariés l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici fin 2012.

Émissions dues à la **combustion d'énergies fossiles**	Émissions dues à la **production d'électricité**
+40 %	+60 %
+4,5 %	+10 %

ÉVOLUTION MONDIALE DES ÉMISSIONS DE CO_2 ENTRE 1990 ET 2008
source : ministère du Développelement durable - chiffres clés du climat France et Monde 2011

Le groupe Saur a anticipé cette obligation puisqu'il réalise, depuis 2007, son Bilan Carbone® selon la méthode établie par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Conjointement, il met en œuvre des actions qui visent à réduire ses consommations de carburant et d'électricité : recherche de l'efficacité énergétique, optimisation des déplacements et des flottes de véhicules, économies d'énergie dans ses bâtiments tertiaires et son data center. Il s'implique dans l'utilisation et la production d'énergies renouvelables : souscription à des contrats d'électricité verte produite à partir de sources renouvelables, production d'électricité et de chaleur à partir du biogaz émis sur ses exploitations, récupération des calories des eaux épurées et développement de procédés innovants de création d'énergie à partir de la biomasse. Le développement de la valorisation matière des papiers, cartons, plastiques, métaux, etc, collectés par Coved, évite l'émission de gaz à effet de serre liée à l'extraction ou à la fabrication de nouvelles matières. En 2011 ce sont ainsi plus de 300 000 tonnes de CO_2 qui ont été évitées, soit le double des émissions liées à la consommation d'électricité du Groupe.
Une démarche globale pour laquelle le Groupe s'associe tout à la fois à ses clients, impliqués dans les choix de gestion des sites, à ses fournisseurs ainsi qu'à des entreprises partenaires.

Consommation de **charbon, pétrole et gaz** entre 1971 et 2008	Production **d'électricité d'origine nucléaire** entre 1973 et 2009
+100 %	+1 000 %

ÉVOLUTION MONDIALE DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIES
source : IEA - 2011 Key world energy statistics

EFFICACITÉ énergétique

La maîtrise de l'énergie passe par une parfaite caractérisation des postes de consommation : niveau moyen, variabilité, facteurs d'influence. En 2011, les consommations électriques de plusieurs installations de production et de traitement de l'eau de Saur ont ainsi fait l'objet d'un diagnostic minutieux :

- Dans le sud de la France, les sites ayant les puissances souscrites les plus importantes ont été identifiés puis équipés de cartes de télérelève EDF afin de suivre en temps réel leur consommation électrique.
- En Bretagne, l'expertise énergétique d'installations types (usines de production d'eau potable, stations d'épuration des eaux usées, postes de refoulement, réservoirs) a été réalisée en collaboration avec des bureaux d'études spécialisés.

L'objectif est d'identifier les leviers d'action spécifiques aux différents types d'ouvrages gérés par Saur, en tenant compte de leur taille et des technologies mises en œuvre. Ces actions se poursuivent avec l'installation d'un ensemble de moyens de suivi des consommations (capteurs, compteurs divisionnaires…) et d'outils de pilotage visant à obtenir la meilleure efficacité énergétique des procédés ■

TRANSPORTS : des alternatives en continu

Chargement des bennes sur le caboteur à Belle-Île-en-Mer (Morbihan).

Si le transport routier reste incontournable, le groupe Saur est à la recherche de solutions alternatives pour réduire les nuisances liées au trafic routier et réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Lorsque les conditions s'y prêtent, des modes de transports multimodaux sont mis en place et s'avèrent totalement viables, tant sur le plan opérationnel qu'économique.

Depuis fin 2011, les 9 000 tonnes de papier triées annuellement par Coved à la Riche, dans la Communauté d'agglomération de Tours (Indre-et-Loire), sont transportées par ferroutage vers leur destination de valorisation. Profitant du nœud ferroviaire de Saint-Pierre-des-Corps, les balles de papiers sont chargées sur des wagons et acheminées en Lorraine où la papeterie de Golbey les recycle.

À Belle-Île-en-Mer (Morbihan), Coved, en accord avec la communauté de communes, a modifié le mode de transport des déchets ménagers de l'île vers Theix, lieu de traitement des déchets. Initialement réalisé par navette maritime jusqu'à Quiberon puis transport routier jusqu'à la destination finale, il a été remplacé par un transfert direct en caboteur jusqu'à Vannes, beaucoup plus proche de Theix par la route. Les distances routières parcourues par les 3 000 tonnes annuelles de déchets sur le continent ont ainsi été divisées par près de cinq ■

Les modes de transports multimodaux sont mis en place et s'avèrent totalement viables, tant sur le plan opérationnel qu'économique

Roussas (Drôme) : un site au service de l'environnement.

Pleins gaz sur les ÉNERGIES RENOUVELABLES

Depuis 5 ans, Coved valorise le biogaz, mélange gazeux riche en méthane, produit naturellement par la dégradation de la matière organique des déchets présents sur les centres de stockage. Avec sept sites équipés d'une unité de cogénération et la mise en place de nouveaux moteurs, comme à Roussas (Drôme) début 2011, Coved a encore accru sa production d'électricité en 2011 : au cours de l'année, plus de 24 000 MWh d'électricité, soit l'équivalent de la consommation d'une ville de 5 000 habitants, ont été injectés sur le réseau électrique français.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DU BIOGAZ SUR LES SITES DE COVED (en MWh)

En matière d'empreinte carbone, cette démarche de captage et de valorisation du biogaz apporte un double bénéfice. Elle empêche la diffusion dans l'atmosphère du méthane dont le pouvoir de réchauffement global est six fois supérieur à celui du dioxyde de carbone (CO_2). Elle permet de substituer de l'électricité produite à partir de ressources naturelles (uranium, charbon,...), émettrice de gaz à effet de serre, par une énergie renouvelable issue des déchets ménagers.

L'eau usée est également une source d'énergie thermique renouvelable dont le potentiel est encore peu exploité. A Rennes (Ille-et-Vilaine), les nouveaux locaux de Saur et de ses filiales, Valbé, Cise TP et HdeO, inaugurés en juillet 2011, sont chauffés par une pompe à chaleur qui valorise les calories des eaux usées traitées par la station d'épuration mitoyenne ■

à vos côtés...

L'ÉNERGIE EN MODE LOCAL

Dans le Morbihan, Saur participe à la société d'économie mixte Locminé innovation gestion des énergies renouvelables (Liger), qui rassemble plusieurs collectivités locales et grandes entreprises du département. L'objectif de ce consortium, qui a vu le jour fin 2011, est de créer le premier site européen de production d'énergie renouvelable à partir de bois, d'une part, et des déchets organiques issus des différentes activités du territoire (abattoirs, stations d'épuration et monde agricole) d'autre part. Ces derniers seront méthanisés pour produire du biogaz valorisable en chaleur et électricité. Chaque année, l'usine utilisera 4000 tonnes de bois et traitera 59000 tonnes de déchets. La chaudière à bois fonctionnera à partir de l'été 2012 et l'unité de méthanisation devrait démarrer un an plus tard ■

« Le pôle favorisera les circuits courts avec 96 % des ressources utilisées situées à moins de 20 km. Il produira près de 10 000 MWh d'électricité correspondant à la consommation de plus de 4 000 foyers (hors chauffage) et la chaleur produite permettra de chauffer plusieurs équipements collectifs proches ainsi qu'une usine de conserverie de légumes. De plus, Liger produira un bio carburant « Bio GNV » équivalent à la production de 300 000 litres de gasoil pour devenir un site totalement « décarbonné » en 2015. »

GRÉGOIRE SUPER, maire de la commune de Locminé et PDG de la SEM Liger.

Mieux pour l'Homme

L'histoire de Saur est avant tout une histoire humaine, écrite par des femmes et des hommes qui ont appris à travailler ensemble, dans la confiance, la proximité et le respect. Servir les territoires et leurs habitants est la raison d'être des collaborateurs du Groupe qui œuvrent au quotidien pour assurer les services dont ils ont la charge.

Dans sa démarche d'entreprise responsable, le groupe Saur s'engage à développer plus encore la dimension humaine de ses métiers, tant au sein de sa structure qu'à l'extérieur de celle-ci. Veiller à la sécurité et au bien-être de ses collaborateurs, soutenir la diversité, permettre à tous, même aux plus fragiles, de bénéficier des services élémentaires et d'un cadre de vie sain, porter des actions solidaires en France et dans le monde, servir le progrès social grâce aux partenariats locaux, telle est la dynamique sociétale dans laquelle s'inscrivent l'ensemble des entités du Groupe.

Les engagements du Groupe

Concrétiser nos valeurs sociales auprès de nos collaborateurs

Être un acteur local et solidaire

Contribuer à la santé et au bien-être

Dialogue
et parties prenantes

Le groupe Saur est un maillon d'un écosystème d'acteurs. Sa responsabilité est de créer le dialogue et la concertation.

Ancré dans le tissu socio-économique des territoires qu'il dessert, le groupe Saur travaille au plus près des acteurs territoriaux. Son objectif est de contribuer à leur performance environnementale et à leur développement.

Les acteurs de la société civile souhaitent jouer un rôle croissant dans les décisions et les projets locaux. Des réflexions partagées avec l'ensemble des parties prenantes s'imposent aux territoires et à leurs délégataires. Elles sont d'ailleurs explicitées comme étant un élément clé des démarches de développement durable, tant elles se révèlent nécessaires pour obtenir l'adhésion et la participation des populations.

Au-delà des contraintes réglementaires, Saur a inscrit l'écoute et le dialogue avec ses parties prenantes dans sa démarche d'entreprise responsable.

Acteurs de la vie locale, les collaborateurs du groupe Saur sont en relation avec les interlocuteurs des territoires. Au-delà du strict périmètre dont ils ont la charge, ils s'attachent à instaurer un dialogue constructif pour créer des conditions propices à des actions communes et à des synergies. Ainsi, l'ancrage territorial de Saur se traduit par des liens tissés en profondeur avec des acteurs locaux et par l'émergence de projets concrets, menés tant dans le domaine sportif, que culturel, environnemental ou social.

La cartographie des acteurs clés est l'instrument essentiel de cette démarche de dialogue. Elle est l'indispensable premier pas pour orienter un dialogue fructueux.

En associant les connaissances, les initiatives et les potentiels des communautés locales, la concertation fait émerger des solutions nouvelles, adaptées aux attentes de chacun et bénéfiques pour tous. L'évolution des services publics doit correspondre aux évolutions des modes de vie. Élus, citoyens, représentants du monde associatif, institutionnels, entreprises, doivent apprendre à dialoguer et à collaborer.

COMMUNAUTÉ DE LA SÉCURITÉ CIVILE
Attentes : respect de la réglementation, maîtrise des risques, gestion des situations de crise.

COMMUNAUTÉ D'OPINION
Attentes : transparence, maîtrise des risques et des nuisances, innovation, participation à la vie locale.

COMMUNAUTÉ POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE
Attentes : participation au développement économique et à la notoriété des territoires, transparence, maîtrise des risques et des nuisances.

COMMUNAUTÉ PROFESSIONNELLE
Attentes : bonnes pratiques, respect du droit de la concurrence, prospective.

COMMUNAUTÉ DES CLIENTS
Attentes : performance, fiabilité et compétitivité des services, maîtrise des risques, capacité d'anticipation et d'innovation.

COMMUNAUTÉ DES CO-WORKERS
Attentes : pérennisation des relations, co-construction de solutions innovantes.

COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE
Attentes : innovation, insertion professionnelle, développement des compétences, démarches partenariales.

TOUS UNIS POUR LA PROTECTION DE LA LOIRE

Afin de sécuriser et de protéger l'approvisionnement en eau potable issue des nappes alluviales de la Loire, 19 syndicats et 278 communes des départements de la Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire, représentant une population d'un million d'habitants, se sont regroupés au sein du Syndicat Loire alerte, il y a 8 ans. Le réseau Loire alerte a pour mission la surveillance de la Loire et de ses affluents, en lien avec les autorités publiques, les acteurs de la vie fluviale, l'Agence régionale de la santé et la Fédération de pêche. Dans ce cadre, une équipe Saur est dédiée au suivi et à l'animation du réseau. Une centaine de collaborateurs des départements concernés sont prêts à intervenir 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Une politique de communication et de sensibilisation à l'attention des organismes publics, des collectivités, des associations, du grand public et des industriels, complète le dispositif ■

Le CPO, point de rencontre

En 2011, pas moins de 600 visiteurs, élus, représentants institutionnels, journalistes, entreprises, sont venus découvrir la performance technique et opérationnelle des équipements du Centre de pilotage opérationnel (CPO) de Labège, près de Toulouse (Haute-Garonne). En avril, plus de 60 fournisseurs dans le domaine des équipements, des produits de traitement, du travail temporaire et de l'énergie ont été accueillis par le directeur régional et ses équipes. Un moment d'échange enrichissant, entre partenaires, pour partager les innovations opérationnelles de Saur et semer les graines des outils de demain ■

PREMIER CENTRE DE FORMATION « National Water Company » à Taïf

Dans le cadre du contrat de gestion de l'eau potable et de l'assainissement signé avec les villes de La Mecque et de Taïf, en Arabie Saoudite, Saur a ouvert les portes du centre de formation de la « National Water Company » à Taïf. Plus de 8 000 jours de formation ont été dispensés en 2011, soit en moyenne plus de 2 semaines de formation pour chacun des 750 collaborateurs. Les domaines d'enseignement sont vastes, entre technique et management. «The Saur French Way of Training » satisfait plus de 95% des personnes formées. Alliant éléments théoriques, ateliers pratiques et applications sur le terrain, les méthodes pédagogiques utilisent également un outil unique à l'échelle du pays : une vitrine technologique réalisée en lien avec les fournisseurs locaux ■

Saur Ouest marqué « BRETAGNE »

En 2011, la région ouest de Saur est devenue un nouvel ambassadeur de la marque Bretagne. Initiative unique en France, créée par le Conseil régional de Bretagne, elle contribue au rayonnement du territoire breton. Elle apporte une reconnaissance aux entreprises dont l'ancrage historique et local est avéré et qui sont aujourd'hui garantes des valeurs de la région ■

« L'adaptation au territoire est une spécificité du Groupe. De nombreuses innovations et offres Saur ont été développées en Bretagne avec les collectivités et les partenaires locaux, et ont ensuite été étendues dans le reste de la France, à l'image de l'offre pour la gestion de la qualité des eaux de baignade. La pertinence d'un partenariat entre Saur et la marque Bretagne est apparue très vite, tant le socle de valeurs communes est évident. »

ARMELLE LENA, chef de projet de la marque Bretagne.

Synergies d'AVENIR

Convaincues que la création de circuits courts et la mutualisation de services sur un territoire sont porteuses de valeur, Saur et Coved mènent un projet d'écologie territoriale avec les collectivités du bassin clusien (Haute Savoie). Objectif : faire émerger, entre les acteurs économiques locaux, de nouvelles voies de valorisation des ressources et des déchets du territoire. En partenariat avec Auxilia, cabinet conseil spécialisé, une analyse des flux d'eau, de déchets, de bois et d'énergie a permis d'identifier des pistes de synergie. La préfaisabilité opérationnelle des projets a été étudiée auprès des acteurs concernés. A la clé : des bénéfices pour l'environnement mais également des gains socio-économiques pour le territoire.

En Languedoc-Roussillon, Saur a rejoint l'association Swelia regroupant 86 entreprises régionales impliquées dans la gestion globale du cycle de l'eau. Swelia est soutenue par l'État, l'Union européenne, le Conseil régional du Languedoc-Roussillon et les Conseils généraux du Gard et de l'Hérault. L'association propose à ses entreprises partenaires d'unir leurs compétences pour concevoir une filière d'élimination des matières de vidange et réduire les nuisances et les coûts liés au transport. En se fédérant, ces 86 entreprises représentent le plus fort potentiel de solutions jamais atteint dans ce domaine ■

à vos côtés...

SÉCURITÉ OPTIMISÉE CHEZ CISE TP

Pour une sécurité maximum, Cise TP s'exerce, en équipe, à réagir en situation d'urgence : gendarmerie nationale et pompiers ont été mobilisés en juin 2011 pour intervenir sur un accident de la circulation simulé entre un véhicule et un engin de chantier ■

VIVE L'ENTREPRENEURIAT BRETON AU FÉMININ

En 2011, Saur a été partenaire du plan régional d'actions de promotion de l'entrepreneuriat des femmes pour le développement de l'économie bretonne. La société Lumipouss a reçu le prix de l'innovation pour sa lampe végétale dans le cadre de la 1ère édition du concours « Femmes entrepreneuses en Bretagne » ■

La voix des FEMMES

Né en 2010 à l'initiative du groupe Saur et avec la participation de Terra Femina, l'Observatoire femmes et territoires a pour but de recueillir la perception et l'analyse des femmes sur les enjeux des territoires et de proposer des évolutions concrètes, au plus près des besoins des citoyens.
L'observatoire a poursuivi sa mission en 2011 à travers deux campagnes de sondage menées par l'institut CSA : la première, en mai, sur ce qu'attendent les femmes des services publics locaux et, la deuxième, en septembre, sur la problématique de la dépendance des personnes âgées.
Des groupes de travail régionaux et une réunion de présentation nationale ont permis d'approfondir chacune de ces thématiques et de constituer un premier réseau de femmes partenaires. La dynamique est engagée ■

Coved co-construit le recyclage des DÉCHETS D'AMEUBLEMENT MÉNAGERS

Dans le cadre des travaux d'application du Grenelle de l'environnement, Coved a piloté le groupe de travail de la Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement (Fnade) dédié à la gestion des déchets d'ameublement. La réflexion a été menée avec les acteurs de la filière du meuble. Elle a permis d'aboutir, début 2012, à un nouveau décret relatif à la gestion de ces déchets. Le producteur de meubles ou d'éléments d'ameublement devient maintenant responsable de la fin de vie de son produit ■

OBJECTIFS DE RECYCLAGE ET DE RÉUTILISATION À FIN 2015 :

45 % pour les déchets des ménages

75 % pour les déchets professionnels

à vos côtés…

UN RÉSEAU DE PROXIMITÉ

En 2011, Saur a développé sa politique d'ancrage territorial en Normandie. De nouveaux points d'information client sont nés grâce à une coopération constructive avec des structures de proximité et de cohésion sociale locales : « les Points info 14 », l'association « Unir la ville » membre de l'Union nationale des Pimms (Points d'information médiation multiservices) dans le Calvados, le réseau de visio-accueils du Syndicat mixte « Manche numérique » et le relais de services publics « la Maison de pays de Lessay » dans la Manche. Dans ces lieux d'accueil, les personnes qui le souhaitent bénéficient du premier niveau de service, délivré habituellement dans une agence client Saur. Des bornes relais ont été installées pour une mise en relation avec un conseiller clientèle en visioconférence ou par téléphone. Un vrai plus pour les clients fragilisés par leur isolement géographique ou leur manque d'autonomie ■

TOUT SAVOIR SUR LA TARIFICATION DE L'EAU

En partenariat avec la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM), Saur a publié un guide sur la tarification de l'eau. Document de référence à l'usage des élus et du grand public, il permet de comprendre comment se construit le prix de l'eau ■

Sécurité et bien-être au travail

Les entreprises sont responsables des conditions de travail de leurs salariés. Au-delà de la prévention des risques liés à la santé et la sécurité, elles sont de plus en plus attentives et actives sur le thème du bien-être au travail.

Le capital humain constitue la force vive des entreprises. Si celles-ci ont pour raison d'être de produire des biens ou des services, elles sont directement dépendantes des femmes et des hommes qui s'y investissent quotidiennement. Savoir créer des conditions et une ambiance de travail qui garantissent l'intégrité physique des collaborateurs et leur donnent la possibilité de se sentir bien et de s'épanouir professionnellement, est donc un gage de performance et de durabilité.

Dans une période où le stress est devenu un réel sujet de préoccupation, pour ceux qui le subissent et pour les managers, chercheurs et médecins qui en étudient les causes et les effets, la question du mieux vivre au travail émerge depuis quelques années dans le monde de l'entreprise. Il englobe d'évidence les thèmes plus anciens de la santé et de la sécurité, tout en ouvrant des champs de réflexion et d'action bien plus vastes.

En février 2010, le rapport « Bien-être et efficacité au travail » a été remis au Premier ministre. Il proposait dix mesures pour améliorer les conditions de santé psychologique au travail et mieux intégrer la prévention du stress dans la démarche de prévention des risques professionnels :
- impliquer, mobiliser et responsabiliser la direction générale et son conseil d'administration sur les sujets humains,
- donner aux salariés les moyens de se réaliser dans le travail,
- réinvestir la proximité du management,
- impliquer les partenaires sociaux dans la construction des conditions de santé,
- mesurer les conditions de santé et de sécurité au travail,
- valoriser la performance collective pour rendre les organisations de travail plus motivantes et plus efficientes,
- anticiper et prendre en compte l'impact humain des changements,
- veiller à ne pas transférer les risques psychosociaux sur les fournisseurs,
- préparer et former les managers au rôle de manager,
- accompagner les salariés en difficulté.

Dans le cadre de son objectif « Mieux pour l'Homme », le groupe Saur a engagé depuis plusieurs années des actions concrètes pour que l'entreprise progresse sur la sécurité et le bien-être au travail.

En matière de sécurité, Saur a été la première éco-industrie certifiée OHSAS 18001 sur l'ensemble de ses activités et le Groupe continue de faire de la prévention des risques opérationnels un de ses chevaux de bataille.
En 2010, une enquête sur la qualité de vie au travail a été menée auprès de l'ensemble des 13 000 collaborateurs. Elle a permis de définir un plan d'action, en lien avec les partenaires sociaux.
Depuis plusieurs années, de multiples initiatives ont vu le jour et se sont concrétisées au sein des entités du Groupe : promotion de la diversité et de l'égalité des chances, aide aux collaborateurs fragilisés ou en situation de mal-être par le biais d'assistantes sociales et d'une cellule d'écoute, charte du management, mise en place de moments d'information et de convivialité, création d'outils spécifiques pour favoriser la mobilité des collaborateurs qui le souhaitent, mécénat de compétences et parrainage d'associations pour permettre l'engagement des collaborateurs désireux d'avoir une contribution citoyenne et solidaire...

Ces actions sont le reflet d'une dynamique globale, engagée à tous les niveaux du groupe Saur, depuis le comité de direction jusqu'au management de proximité.

86 %
des Français
« heureux et fiers dans leur travail »

40 %
des Français
« en perte de motivation »

BAROMÈTRE IPSOS ENDERED SUR
LE « BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL ET LA MOTIVATION DES SALARIÉS FRANÇAIS »
source : Ipsos endered - avril 2012

Écouter les salariés pour UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE au travail

Qualité de Vie au travail
Groupe

Afin de mieux accompagner les changements de l'entreprise et améliorer la qualité de vie au travail, une démarche d'écoute des salariés a été engagée par la direction générale du Groupe en 2010. Constituée d'entretiens individuels et de questionnaires mis à disposition de l'ensemble du personnel sur l'intranet du Groupe, cette démarche a permis, au cours du 1er semestre 2011, de définir un plan d'actions communiqué, avec les résultats de l'enquête, à l'ensemble des collaborateurs.

Parmi ces actions :

- des réunions thématiques, animées par des experts internes ou des intervenants extérieurs, permettent de présenter les grands enjeux du Groupe ainsi que les thèmes d'actualité,
- des cellules d'écoute, d'aide et d'accompagnement psychologique confiées à des cabinets externes ont été mises en place dans différentes entités du Groupe (Saur, Coved, SG2A notamment). Elles apportent une réponse aux salariés confrontés à des situations de travail génératrices de mal-être dans leur cadre professionnel. Sur plusieurs sites, des permanences sont également assurées par des assistantes sociales,
- des réflexions sur l'ergonomie de certains postes de travail sont menées avec les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) afin de réduire les contraintes « mécaniques » rencontrées par les salariés et prévenir les risques de troubles musculo-squelettiques (TMS).

Poste de travail adapté : siège en forme de « selle de cheval ».

AMBIANCE de groupe

Campagne de communication sur les camions de l'agence Est de Coved.

L'agence Est de Coved s'est engagée dans une démarche innovante pour mesurer la cohésion interne de ses collaborateurs. Directement inspirée des techniques de management sportif de l'équipe Saur-Sojasun, elle a été développée avec le conseiller sportif de l'équipe cycliste et adaptée au monde de l'entreprise. Une initiative originale qui s'inscrit plus globalement dans une politique sociale multi-facettes. L'engagement de l'agence est d'ailleurs affiché clairement sur ses camions de collecte et sur ses sites, au travers d'une campagne de communication centrée sur le slogan « Valorisons d'abord l'homme ».

En Arménie, le bien-être des collaborateurs est également au cœur des préoccupations de la direction. Ainsi Armenian Water a rénové son bureau général et construit sept nouveaux bâtiments favorisant un cadre de vie agréable pour ses salariés. Armenian Water a aussi organisé des séminaires de formation, notamment au Japon en partenariat avec le JICA (Agence japonaise de coopération internationale), et a mis en place des tournois sportifs ainsi que des colonies de vacances pour les enfants des collaborateurs

L'E-LEARNING : LA DIVERSITÉ À LA PORTÉE DE TOUS

La direction des ressources humaines du Groupe a développé un module d'e-learning dédié à la diversité en entreprise. La formation, dispensée à tous les managers, rappelle le cadre légal, aborde les thèmes de la discrimination, de l'égalité des chances et décrit les règles à respecter dans les situations de recrutement et les entretiens annuels

Objectif SÉCURITÉ

Engagé dans la certification OHSAS 18001 depuis plus de 10 ans, le groupe Saur met à disposition de ses collaborateurs des moyens de prévention technique (équipements de protection individuels et collectifs) et prescriptive (consignes de sécurité, réunions dédiées). Depuis 2009, il déploie également une démarche de réduction des comportements à risque, basée sur des diagnostics de terrain et des échanges entre les managers et leurs équipes. Des efforts continus qui ont déjà permis de réduire l'accidentologie d'environ 10 % entre 2010 et 2011 ■

LES MÉCANISMES À L'ORIGINE DES COMPORTEMENTS À RISQUE

Résultats sécurité Groupe en France	2010	2011
Taux de fréquence des accidents avec arrêt (TF)	22,7 %	20,8 %
Taux de gravité (TG)	0,79 %	0,73 %

CHALLENGE SÉCURITÉ : France et Pologne, à chacun sa manière

Approches différentes pour un objectif identique : diminuer l'accidentologie.
En France, les challenges organisés par les entités du Groupe sont directement basés sur les résultats en matière de réduction des accidents du travail. Ils favorisent l'émulation entre entités. En Pologne, la méthode retenue vise à faire participer les collaborateurs dans la recherche de solutions.
Ainsi, le concours « Travailler sans danger » invite les collaborateurs à proposer une action pour améliorer l'hygiène et la sécurité sur leur poste de travail ou sur un périmètre plus large, une idée pour résoudre un problème concret (ex : comportements à risque) ou un support (affiche, photo, œuvre graphique, slogan) pour promouvoir l'hygiène et la sécurité. Les meilleures initiatives sont intégrées dans le plan d'amélioration de l'hygiène et de la sécurité au travail. Les finalistes sont départagés par un quizz sur leurs connaissances, étape pour laquelle ils peuvent être supportés par des collègues de leur équipe. Une remise des trophées, des prix et des diplômes a lieu au cours de la fête annuelle de l'ensemble des collaborateurs à Wróblówka ■

à vos côtés…

PRÉVENTION ROUTIÈRE : L'AFFAIRE DE TOUS

En 2011, plusieurs actions de sensibilisation aux risques routiers liés notamment à l'alcool, la drogue, le téléphone au volant et la vitesse, ont été menées en partenariat avec des associations de prévention routière. Au travers de différents ateliers, lunettes d'alcoolémie, simulateur de vitesse, voiture tonneau… et de discussions avec des secouristes professionnels, les collaborateurs ont mieux pris conscience des dangers liés à la route. A Oignies (Pas-de-Calais), l'action a même été menée à plus grande échelle. Coved a ouvert ce moment pédagogique aux familles et aux membres des collectivités clientes, réunissant ainsi plus de 300 personnes ■

Relation client

La qualité de service passe par l'efficacité de la relation client. Un objectif décliné entre professionnalisme, proximité et nouvelles technologies, sur l'ensemble des métiers du Groupe.

Les clients finaux du groupe Saur sont multiples : consommateurs d'eau, usagers des services de l'assainissement ou des déchets ménagers, golfeurs, campeurs, gens du voyage… Les relations qu'ils entretiennent avec les entités du Groupe varient selon la nature du service qui leur est rendu. Néanmoins, un point commun se dégage quelle que soit la situation : le besoin d'une relation efficace, professionnelle qui reste aussi empreinte d'humanité et de proximité.

La relation client du groupe Saur s'inscrit dans une trame commune à tous les métiers : établir une relation individuelle, personnalisée pour apporter un service de qualité. Entre communication numérique et contact physique, le Groupe a choisi d'être à l'écoute des personnes et de s'adapter aux comportements et aux attentes de ses clients. Il offre la fluidité digitale lorsque le consommateur poursuit un parcours habituel, sans questionnement particulier. Il offre, à ceux qui le souhaitent, les canaux d'échanges verbaux ou physiques très appréciés en cas de difficulté ou d'interrogation. Il maintient des acteurs de la relation client dans toutes les régions qu'il dessert. Ceux-ci sont proches des habitants et de leurs communes, souvent clients de Saur eux-mêmes, et personnellement impliqués dans le tissu social local. Partout où s'exercent les métiers du Groupe, ils font partie de ceux qui veillent à incarner la relation entre les services publics locaux et leurs usagers.

Pour Saur, les 2 millions d'appels téléphoniques traités et les 200 000 visiteurs reçus chaque année dans les points d'accueil locaux témoignent d'une volonté forte d'être disponible pour qui en ressent le besoin. Les conseillers Saur sont formés pour accompagner les situations spécifiques liées à des événements climatiques exceptionnels ou à des situations personnelles complexes. Pour les personnes les plus démunies, les conseillers Saur recherchent la prise en charge la mieux adaptée en partenariat avec les services sociaux des communes, ou avec les associations d'entraide locales, qui ont souvent une vision plus globale des situations individuelles.

Pour les gens du voyage, les collaborateurs de SG2A - L'Hacienda accomplissent sur les aires d'accueil, jour après jour, une mission d'écoute et de médiation. Formés à ce type d'accompagnement, ils guident les personnes dans leurs démarches administratives auprès des différents partenaires institutionnels, tout en respectant leurs codes et modes de vie.

Afin de répondre au désir d'autonomie et de permanence du service, l'agence en ligne www.saurclient.fr propose l'ensemble des fonctionnalités nécessaires à la gestion du contrat abonné, y compris la possibilité d'adresser un message personnalisé à « son » service clientèle.

De même, lorsqu'il s'agit des activités de loisirs, golf ou camping, les clients du Groupe ont accès à des dispositifs d'information et de réservation en ligne, tout en ayant le choix d'un contact téléphonique avec un professionnel.

Fin 2011, 5 % des clients de Saur avaient opté pour la facture sur internet. Ils étaient également près d'un quart à avoir formulé leurs demandes écrites par mail, via leur espace client. Autant d'indicateurs qui révèlent les succès de la relation client Saur en mode digital, un média qui répond aux attentes des consommateurs en matière d'instantanéité, de simplicité et de disponibilité.

CPO : les installations à portée de vue

Lorsqu'il s'agit du service de l'eau, les clients de Saur sont, avant tout, dans l'attente légitime de disposer d'eau à leur robinet sans discontinuité. Cette qualité de service dépend de l'exploitation de centaines d'unités de production et de milliers de kilomètres de réseaux de distribution.
Chez Saur, des Centres de pilotage opérationnel permettent de connaître en temps réel l'état du réseau et des installations grâce à la télésurveillance. Dotés de moyens de géolocalisation des agents et d'une cellule d'expertise métier très structurée, ils centralisent la planification des interventions, l'analyse des causes d'incidents et optimisent la mise à disposition des moyens humains et techniques sur le terrain.
Résultat : une meilleure réactivité, des délais d'intervention et de réparation raccourcis et un meilleur confort pour les consommateurs ■

Centre de pilotage opérationnel (CPO).

Élu NUMÉRO 1, en 2011

En 2011, le service client Saur est élu numéro 1 du podium de la relation client, dans la catégorie « Entreprises de services ».

Organisé par BearingPoint et TNS Sofres, le podium de la relation client met en lumière depuis huit ans les entreprises et les administrations qui satisfont le mieux leurs clients et usagers. Cette enquête, effectuée en ligne auprès de 4 000 personnes, se fonde sur une série de critères fondamentaux : facilité et qualité de contact, capacité à répondre aux besoins, disponibilité et réactivité.
Chez Saur, un conseiller clientèle résout lors du premier appel la plupart des demandes de ses clients. Il est aussi capable de diagnostiquer un problème technique et de planifier « en direct » un rendez-vous avec un technicien. Les clients de Saur apprécient, puisqu'en 2011, ils étaient 87 % à estimer que « Saur est une entreprise qui inspire confiance » et 88 % à se déclarer satisfaits de son accueil téléphonique (données issues du baromètre Saur - TNS Sofres 2011) ■

2 millions
D'APPELS TÉLÉPHONIQUES

650 000
COURRIERS ET MAILS

LES CHIFFRES CLÉS DE LA RELATION CLIENT SAUR EN 2011

BOOK&GOLF : BIENVENUE AUX CLUBS

Lancé lors du salon du golf 2011, le site de réservation en ligne bookandgolf.com permet aux golfeurs d'accéder en temps réel aux plannings des 100 golfs adhérents du réseau. Fluidité numérique maximale pour réserver 24 h /24 toute la gamme des séjours ou parcours golfiques proposés ■

LA MECQUE, au service de 3 millions de pèlerins

Pélerinage de La Mecque.

Dans le cadre des contrats de délégation pour la gestion des services d'eau et d'assainissement de La Mecque et Taïf (Arabie Saoudite), le groupe Saur a assuré pour la première fois en 2011 l'alimentation en eau potable de La Mecque pendant toute la durée du pèlerinage.

Plusieurs mois de préparation ont été nécessaires pour alimenter, en toute sécurité, la ville qui abrite 1,5 million d'habitants auxquels s'ajoutent plus de 3 millions de pèlerins. Une surveillance accrue des réseaux, la mise en place de moyens de rafraîchissement sur les lieux de pèlerinage et de campement, un contrôle rigoureux des réseaux incendie ont permis une prestation sans faille. Trois centres opérationnels de contrôle, mobilisés 24 h sur 24, ont piloté les opérations.

Un pôle d'accueil, spécialement dédié aux pèlerins et traitant les appels téléphoniques aussi bien que les mails, a répondu à leurs demandes et réclamations durant leur séjour dans la ville sainte. Ce centre d'appels, en liaison radio ou GSM permanente avec les équipes d'exploitation, a coordonné les actions terrain pendant toute la durée du pèlerinage.
Plus de 2 500 personnes ont ainsi collaboré pour assurer en continu la fourniture d'eau potable, sous la conduite d'une vingtaine d'experts du groupe Saur et pour le compte de la National Water Company ■

CHIFFRES CLÉS

25 000 km²
ÉTENDUE DES LIEUX DE PÈLERINAGE

800 000 m³
CONSOMMATION JOURNALIÈRE D'EAU

2,2 millions m³
CAPACITÉ DE STOCKAGE DES RÉSERVOIRS

à vos côtés…

TROUVER L'EAU À SON GOÛT

Inauguration de la maison de l'eau à Buros (Pyrénées-Atlantiques) en septembre 2011.

À Guéret (Creuse), Saur a lancé avec la municipalité un club de goûteurs d'eau qui surveille la qualité gustative de l'eau suite à l'installation d'un traitement aux ultraviolets. À Bazas (Gironde), d'autres citoyens-goûteurs travaillent avec les équipes techniques de Saur à l'amélioration du goût de l'eau. À Buros (Pyrénées-Atlantiques), Saur s'est associé au Syndicat mixte d'alimentation en eau potable du nord-est de Pau (SMNEP) pour la création d'une « maison de l'eau », vitrine pédagogique, technologique et muséographique ■

Solidarité

La responsabilité sociétale des entreprises dépasse leurs propres frontières et s'enracine dans une volonté de progrès durable et partagé. Dans un contexte socio-économique difficile, l'ouverture et la solidarité n'en prennent que plus de sens.

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est la contribution des entreprises aux enjeux du développement durable. La démarche consiste, pour elles, à prendre en compte les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités pour adopter les meilleures pratiques possibles et contribuer à l'amélioration de la société et à la protection de l'environnement.

L'entreprise est ainsi vue comme membre d'une communauté élargie, qui ne se limite pas simplement à ses fournisseurs et ses clients. Elle est connectée à des acteurs multiples, ses parties prenantes, avec qui elle entretient des relations de différentes natures. Dans cette logique, il n'est plus simplement question d'échanges économiques mais aussi de relations humaines, de création de valeur sociale et de progrès global.

C'est ainsi qu'apparaît le sens de la solidarité pour l'entreprise.

De manière générale, la solidarité se définit comme : le rapport existant entre des personnes qui, ayant une communauté d'intérêts, sont liées les unes aux autres ; le sentiment qui pousse les Hommes à s'accorder une aide mutuelle.

Dans un monde où l'interdépendance n'a jamais été aussi forte, les entreprises ne peuvent plus grandir ou survivre seules. Dans leur intérêt et dans une logique de partage, elles se sentent de plus en plus responsables et se donnent les moyens de travailler à des projets collectifs, qui intègrent le monde associatif, les acteurs de l'économie solidaire, de la protection sociale… L'objectif recherché est d'apporter une valeur ajoutée, quelles qu'en soient la forme et la nature, pour rendre possibles des actions en faveur de personnes fragilisées ou des initiatives entrepreunariales locales.

Outre le bénéfice sociétal créé, l'entreprise entraîne dans son mouvement ses collaborateurs qui trouvent dans cette dynamique un sens nouveau à leur mission professionnelle. Au carrefour de l'expertise et de l'action solidaire, le mécénat de compétences se développe. Il permet d'aider des associations en leur apportant les compétences externes qui leur font défaut, tout en ouvrant un champ d'action nouveau aux collaborateurs volontaires. Un mode de fonctionnement gagnant-gagnant qui crée du lien humain et favorise la créativité et la motivation.

Le groupe Saur est ancré dans les territoires. Son engagement solidaire s'exprime à différentes échelles, locales ou internationales. Il favorise des initiatives locales, autour du sport notamment, et apporte son soutien humain et matériel à des personnes sinistrées, lors des crises liées à des événements climatiques exceptionnels par exemple. En 2007, il a créé sa fondation d'entreprise afin de structurer et d'amplifier son action auprès du monde associatif. Au-delà des projets humanitaires et environnementaux soutenus par la fondation Saur, l'engagement des collaborateurs a permis de monter de nombreuses opérations solidaires pour aider la recherche médicale, favoriser l'insertion des personnes handicapées ou éloignées de l'emploi, collecter des denrées alimentaires, des jouets au moment de Noël…

Des actions dont le Groupe et ses collaborateurs sont fiers et qui contribuent, à leur échelle, à rendre notre société plus humaine.

Remise des clés d'une moto triporteur pour le ramassage des olives dans le village de Labratel (Maroc).

Fondation Saur : diffuseur de **solidarité**

Avec 115 projets soutenus depuis sa création en 2007, la fondation Saur a contribué à la réussite d'initiatives solidaires, en France comme à l'international. De quoi écrire de belles histoires, faire de belles rencontres avec l'intérêt général écrit en lettres de noblesse.

39 projets dotés en 2011, record battu ! Ce sont autant d'émotions partagées avec les associations qui se dévouent corps et âme pour leur cause. Autant de sourires sur les visages des bénéficiaires de ces projets. Autant de satisfaction des membres du comité d'évaluation qui peuvent avoir le sentiment, à juste titre, qu'ils ne se sont pas « levés pour rien » le jour de la sélection. Et autant de fierté des collaborateurs de Saur qui, par leur travail de tous les jours, rendent ces gestes possibles. « *Sur un plan purement comptable, la fondation a directement changé la vie de près de 38 000 personnes cette année* », souligne Laurent Maillard, son délégué général. Photos et vidéos à l'appui, parrains, marraines, membres du comité, voient au fil des semaines et des mois les projets prendre forme. « *Le rapport final, qui nous permet de vérifier la bonne utilisation de la dotation, vient nous rappeler qu'avec peu pour un habitant du Nord, on fait beaucoup chez un habitant du Sud* ».

2007-2011 : la fondation, chiffres à l'appui

115	103	70	40
PROJETS DOTÉS	PARRAINS/MARRAINES	PROJETS « HUMANITAIRE »	PROJETS « INSERTION »

Des ASSOCIATIONS qui se professionnalisent

Au-delà du dossier très complet et des pièces justificatives demandées pour « candidater » - qui permettent de faire un tri entre les dossiers éligibles et ceux qui semblent hors sujet ou fragiles - le professionnalisme des associations s'est indéniablement renforcé ces dernières années. Tout est réuni, notamment dans les pays du sud, pour que les installations perdurent, qu'elles soient maintenues dans le temps : définition du projet dans un cadre plus général impliquant les autorités locales et régionales, constitution d'un comité de gestion, implication des populations dans la réalisation des travaux, fixation d'un prix de l'eau même modique, choix de matériels rustiques mais plus pérennes, création d'un ou plusieurs emplois de fontainiers... C'est le choix fait par l'association Hydraulique sans frontières (HSF) Ile-de-France qui a soumis à la fondation un projet d'adduction d'eau potable et d'assainissement au Bénin. « *La réussite du projet repose sur une démarche concertée qui implique les acteurs locaux à toutes les étapes* », explique Olivier Celier, son président. La commune participe financièrement au projet, en est le maître d'ouvrage, les options techniques ont été validées par les services de l'État. « *Nous couplons également les travaux d'adduction d'eau à des réalisations et des formations en termes d'assainissement et d'hygiène. La diminution des maladies hydriques - choléra, diarrhées et typhoïde - n'est obtenue que par les deux facteurs additionnés : eau potable + hygiène* ». Restent ensuite à définir des indicateurs de réussite : accessibilité des services, utilisation des équipements, diminution des maladies hydriques, taux de scolarisation des enfants... ■

Caroline, jeune malvoyante, et son chien Flash, formé au centre de l'Ile-sur-la-Sorgue (Vaucluse) de l'association Mira Europe, soutenue par la fondation.

Des bénévoles, en TEMPS UTILE

Sébastien Masclet, ingénieur R&D en mission au village de Preak Luong (Cambodge) pour l'association 1001 fontaines pour demain.

Hydraulicien pour un projet au Mali, spécialiste recrutement pour une association d'insertion, informaticien pour développer une base de données pour une association œuvrant au Cambodge... Au-delà des dotations attribuées par le comité d'évaluation, la fondation initie des mécénats de compétences permettant à des collaborateurs du Groupe de donner de leur temps au profit d'associations partenaires. De quoi permettre de prolonger l'histoire engagée avec chacune des associations soutenues au fil des années. « *Sur place, j'ai pu rencontrer les prestataires locaux et même nationaux, valider certains aspects, notamment de gestion, afin d'assurer la pérennité du projet* », raconte Cédric de Linage, chef de secteur travaux Vendée-Deux-Sèvres, qui s'est rendu dans le village d'Aledjo au Togo au mois d'octobre 2011 afin de donner le coup d'envoi du projet d'adduction soutenu par la fondation. « *Avec le recul, ce mécénat de compétences m'a permis de mieux mesurer la réalité du terrain, comme de porter une bassine d'eau de 20 litres sur la tête pendant deux kilomètres... pour toute une population... féminine en particulier* ». Autre retour mis en avant par les collaborateurs ayant donné de leur temps aux associations, la possibilité de faire quelque chose d'utile et de désintéressé. « *Ces expériences donnent une autre dimension à notre travail de tous les jours, nous apportent une plus grande ouverture d'esprit* » ■

2007-2011 : la fondation, chiffres à l'appui

5 PROJETS « ENVIRONNEMENT »

45 PROJETS « FRANCE »

70 PROJETS « INTERNATIONAL »

Tremplin pour l'insertion

Sur les cinq dernières années, 40 dossiers soutenus par la fondation Saur ont concerné l'insertion de personnes éloignées de l'emploi ou l'aide apportée aux personnes handicapées. Une forme de solidarité au plus près de nos implantations et qui fait participer pleinement Saur à la vie de la « cité ».

L'association « les jardins de Volvestre » propose des paniers de légumes bio, locaux et solidaires.

L'INSERTION sur la Table

La Table de Cana Marseille a fait appel à la fondation afin de financer un four de réchauffe et un robot-coupe pour son activité de traiteur solidaire. Créée en 1994, cette entreprise d'insertion a accompagné plus de 500 personnes vers un retour à l'emploi. « *Saur ne doit pas seulement être reconnu dans les métiers de l'environnement, mais doit être aussi reconnu comme un partenaire local et solidaire dans le cadre de la ville de demain* », rappelle Pierre-Jean Mola, directeur de la station d'épuration de Marseille (Bouches-du-Rhône) et parrain du projet. À la suite de cette dotation, et lorsqu'il s'est agi de faire appel à un traiteur pour le stand Saur au Forum mondial de l'eau (12 au 17 mars 2012 - Marseille), la Table de Cana a été naturellement sollicitée et retenue pour une prestation équivalente à 50 personnes/jour. Enfin, les liens se sont encore resserrés avec la mise à disposition, dans le cadre de notre politique de mécénat de compétences, d'une spécialiste recrutement pour accompagner des salariés en fin de parcours d'insertion dans leur recherche d'emploi. L'aventure continue !

à vos côtés…

« Ce qui m'a donné de suite envie d'aider l'association « Les jardins de Volvestre », outre l'ancrage local, c'est de trouver dans les objectifs de cette association à la fois l'Homme et l'environnement. L'Homme, car il s'agit d'encourager l'insertion socioprofessionnelle de personnes en difficultés en leur permettant de reconstruire un projet personnel ; l'environnement, car ce projet est basé sur la production bio locale. Et en plus, cela permet aux consommateurs de manger des légumes de saison et de qualité, produits près de chez eux ».

ISABELLE DELORME, directrice prévention santé sécurité du groupe Saur et marraine du projet « Les jardins de Volvestre ».

L'INSERTION EN MARCHE - QUELQUES PROJETS SOUTENUS EN 2011 EN FRANCE

2 choses lune
achat de lave-linge pour l'espace buanderie d'un village mobile d'urgence d'hébergement de sans-abris à Rillieux-la-Pape (Rhône).

Idéal
achat de deux ordinateurs pour mutualiser la formation des salariés en insertion du réseau de 3 associations de Loire-Atlantique (Accès-Réagis, Aire, Inseretz).

Jardin d'avenir
financement d'aires d'exercice et d'un abri couvert pour un cheval de trait, utilisé pour une activité de maraîchage par du personnel en insertion à Saint-Martin-le-Haut (Rhône).

Les jardins de Volvestre
financement d'un semoir pour ce jardin de production de légumes bio (Tarn-et-Garonne) exploité par 15 salariés en insertion.

Mira Europe
achat de balises sonores et fontaines destinées au parcours sensoriel d'un centre d'éducation de chiens-guides d'aveugles à l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse).

Rivage
financement du mobilier de 20 chambres d'une maison d'accueil de personnes handicapées à Saint-Molf (Loire-Atlantique).

BLUE GREEN, DES GOLFS ENGAGÉS

Le golf Blue Green de Val Quéven (Morbihan) et Handigolf, l'association française des golfeurs handicapés, ont organisé un championnat inter-régional en septembre 2011. Cette compétition a réuni des participants venus de Basse-Normandie, des Pays de la Loire, de Poitou-Charente et de Bretagne. Dans la même démarche, Blue Green et l'association Dar Salam (la maison de la paix) ont lancé, en juin, la deuxième édition d'une compétition à but caritatif sur le golf international de Gujan-Mestras (Gironde). Les droits d'inscription ont été entièrement reversés à Dar Salam et financeront un centre pour personnes handicapées situé à Ouarzazate au Maroc. Enfin, en août, la cinquième édition d'Artistigolf a été dédiée à l'association des chiens guides d'aveugles du Morbihan. Lors de la remise des prix, Éliane Lefaure, présidente de l'association, a rappelé aux compétiteurs que deux années sont nécessaires au dressage d'un chien guide ■

Olivier Lecoq, champion de France handigolfeur, lors du Clinic du Handi Pro-Am, organisé sur le golf Blue Green de Savenay (Loire-Atlantique).

« DES PETITS BUREAUX » À DISPOSITION DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES

Saur Ouest, sensibilisé aux enjeux du développement local des territoires, est partenaire du réseau d'accompagnement à la création d'entreprises « Entreprendre ensemble ». Le dispositif « Les petits bureaux » sollicite les entreprises volontaires pour mettre un bureau vacant à disposition de nouveaux entrepreneurs, moyennant un loyer symbolique. Depuis novembre 2011, une jeune graphiste de 30 ans est installée à Vannes, dans les locaux de Saur. ■

« L'idée nous a d'emblée séduits, elle s'intègre dans notre charte de développement durable et nous avons à cœur de décloisonner l'entreprise. »

ANNE DE BAGNEUX,
Directrice générale de la région Ouest.

L'ENGAGEMENT SOCIAL au service du Grand Lyon

La station d'épuration de Saint-Fons, deuxième station d'épuration la plus importante de l'agglomération du Grand Lyon, est gérée par Saur depuis avril 2011. Sa gestion s'intègre totalement dans l'engagement social du Groupe d'« Être un acteur local et solidaire ». En collaboration avec les organismes d'insertion du territoire, tels que le Pôle local d'insertion (Pli), Saur a confié à un collaborateur, en contrat longue durée, l'entretien des onze hectares d'espaces verts. Grâce à sa parfaite intégration dans les équipes, il voit aujourd'hui ses missions élargies à des missions d'exploitation ■

Station d'épuration de Saint-Fons (Rhône).

Plus de nature

La nature est une partie prenante silencieuse. Néanmoins, nous prenons progressivement conscience que nous dépendons directement des écosystèmes qui la constituent et qui nous fournissent gratuitement de nombreux services indispensables à notre qualité de vie. Face à l'impact grandissant des activités humaines et de l'étalement urbain sur les équilibres écologiques, il devient urgent de repenser les relations entre l'Homme et la nature afin de protéger les liens qui les unissent.

Le groupe Saur s'est fixé comme objectif d'agir concrètement pour préserver les espaces naturels. À travers son action quotidienne sur l'ensemble de ses métiers, à travers sa fondation et en lien avec les associations environnementales, il s'engage pour améliorer la connaissance et la caractérisation des milieux, pour protéger les espèces et éveiller les consciences.

Les engagements du Groupe

Créer des ouvrages qui s'intègrent dans la nature

Intégrer la protection de la biodiversité dans l'exploitation de nos sites

Protection des écosystèmes

La perte de la biodiversité est scientifiquement avérée, en France et dans le monde. Mieux connaître les milieux et les espèces naturelles est un point de passage obligé pour enrayer ce phénomène.

Le terme biodiversité fait à la fois référence à la diversité des organismes vivants, de toutes origines, et aux interactions qui existent entre ces organismes vivants et les milieux naturels dans lesquels ils évoluent. L'abondance de la biodiversité est à l'origine de biens et de services essentiels. Apport de ressources naturelles, purification de l'eau, régulation du climat, contrôle de l'érosion, pollinisation, valeurs récréatives et de bien-être sont autant de bénéfices que les sociétés humaines tirent gratuitement des écosystèmes.

Pourtant, l'érosion de la biodiversité s'accélère : c'est le constat fait dans le rapport des Nations unies sur l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire publié en 2005. 60 % des écosystèmes ont été dégradés au cours des 50 dernières années et les deux tiers des écosystèmes sont aujourd'hui exploités au-delà de leurs capacités. Cinq causes majeures expliquent ce phénomène :

- Le recul des milieux naturels au profit de zones agricoles, urbaines ou industrielles,
- la surexploitation des ressources naturelles,
- l'introduction d'espèces exotiques envahissantes,
- les pollutions de l'eau, de l'air et des sols,
- le changement climatique.

Au même titre que la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité est devenue un thème majeur des négociations internationales, à la croisée de multiples enjeux, environnementaux, sociétaux mais aussi économiques. Face à ces enjeux, la France possède une responsabilité particulière puisqu'elle est le seul pays présent dans cinq des trente-quatre « hot spots » de la biodiversité mondiale. La diversité bioclimatique sur son territoire, son littoral et les richesses écologiques d'outre-mer lui confèrent un patrimoine naturel extraordinaire mais néanmoins menacé. Dès 1994, la France a ratifié la convention sur la diversité biologique, traité international adopté lors du Sommet de la terre de Rio. Les lois Grenelle 1 et 2 et la stratégie nationale pour la biodiversité 2011-2020 déclinent, au niveau national, les objectifs internationaux et européens fixés à l'horizon 2020 pour protéger, restaurer et valoriser la biodiversité.

Les métiers du groupe Saur sont directement dépendants des écosystèmes et de la biodiversité : utilisation de la ressource en eau, occupation d'espaces naturels, traitements biologiques par des plantes ou des micro-organismes. Une interdépendance qui confère à Saur une responsabilité évidente dans la protection de la nature et la limitation de ses impacts sur les milieux. L'adhésion du Groupe à la stratégie nationale pour la biodiversité témoigne de son ambition d'être un acteur engagé aux côtés des collectivités locales et de la société civile pour que la nature soit écoutée et protégée.

Quels que soient ses métiers, Saur a la volonté d'inscrire son action en cohérence avec les enjeux des territoires et la constitution des trames verte et bleue. Le Groupe s'appuie sur la connaissance et l'expertise d'associations de protection de la nature afin d'identifier le potentiel écologique des sites qu'il exploite et de définir les mesures de gestion les plus pertinentes. Objectif : connaître et observer la biodiversité pour mieux la protéger, que celle-ci soit ordinaire ou remarquable.

Ses modes d'action au quotidien sont multiples : inventaires faune flore et mesures de conservation ciblées pour renforcer ou restaurer des habitats, gestion différenciée des espaces verts et lutte contre les plantes invasives, création de zones humides associées au traitement de l'eau, entretien raisonné des parcours de golf et valorisation écologique des zones naturelles contigües aux surfaces de jeu, compacité des ouvrages et aménagements paysagers favorisant les essences locales ou encore sensibilisation des scolaires et du grand public à la biodiversité. Tous traduisent concrètement l'engagement du Groupe et sa capacité à apporter aux collectivités une gestion environnementale globale des services qui lui sont délégués.

25 % des mammifères

13 % des oiseaux

41 % des amphibiens

33 % des coraux formant des récifs

SUR 63 837 ESPÈCES ÉTUDIÉES, 19 817 SONT MENACÉES D'EXTINCTION

source : liste rouge mondiale des espèces menacées (UICN 2012)

Inventaires FAUNE FLORE sur les golfs

En partenariat avec la LPO France (Ligue pour la protection des oiseaux), Blue Green, filiale de gestion de golfs du Groupe, a engagé une démarche sur six années afin de connaître et développer le patrimoine naturel présent sur ses parcours. En 2011, ce sont ainsi 1500 hectares qui ont fait l'objet d'un pré-diagnostic naturaliste sur la faune et la flore. Plus de 300 espèces faunistiques ont été recensées dont quelques espèces remarquables et protégées liées aux milieux boisés, aux prairies ouvertes et aux zones aquatiques comme la rosalie des Alpes, la pie-grièche écorcheur ou encore la loutre d'Europe. Des premiers résultats prometteurs qui confirment le potentiel des sites golfiques pour l'accueil d'une biodiversité riche et variée mais aussi leur rôle majeur pour assurer des continuités écologiques locales et offrir des zones de refuge, d'alimentation et de reproduction pour de nombreuses espèces. Maintenir des milieux en libre évolution, limiter l'usage de produits phytosanitaires, favoriser la présence d'espèces patrimoniales, aménager les berges des plans d'eau, lutter contre l'implantation d'espèces invasives sont autant d'actions concrètes qui vont permettre à Blue Green d'exprimer pleinement ce potentiel ■

« Lorsque la filiale golf du Groupe Saur nous a sollicités en 2008, nous avons été assez dubitatifs mais la visite approfondie d'un parcours nous a amenés à découvrir les potentialités offertes par les golfs et à réfléchir sur les modalités d'une coopération. À l'heure où la biodiversité « ordinaire » est de plus en plus mise à mal par la perte d'habitats et l'intensification des pratiques, les premiers inventaires réalisés ont fait apparaître une possibilité intéressante de favoriser cette biodiversité (au final pas si ordinaire que cela) sur les parcours de golfs tout en sensibilisant un public différent. Un potentiel qui restera à confirmer dans les années à venir. »

THIERRY MICOL, chef du service études du patrimoine naturel - LPO France

à vos côtés...

A LA FLEUR DE L'ÂGE

Sur le site cinéraire de Crissey (Saône-et-Loire), exploité par Atrium depuis 2011, l'aménagement du jardin du souvenir a été pensé pour que la nature contribue à créer un cadre paysager intimiste propice au recueillement des familles. La présence d'espaces arborés et d'une zone humide, la diversité des essences végétales et l'entretien raisonné et manuel des espaces verts concourent au développement d'une biodiversité abondante et à la sérénité des lieux ■

CAS D'ESPÈCE EN AVEYRON

Coved et la LPO Aveyron (Ligue pour la protection des oiseaux) ont renouvelé leur partenariat pour maintenir un poste de nourrissage des milans royaux sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de Burgas à Sainte-Radegonde (Aveyron). La fermeture du site au printemps 2010 et les travaux de réhabilitation entrepris ont nécessité la destruction de la plateforme qui avait été installée en 2005. L'implantation d'une nouvelle placette s'inscrit dans le cadre du plan national de restauration du milan royal. Elle contribuera à la sédentarisation des rapaces lors de leur hivernage dans le département et facilitera le suivi scientifique de leurs comportements pour une meilleure protection de cette espèce emblématique en voie de disparition ■

Milan royal et son poste de nourrissage sur le site Coved de Burgas (Aveyron).

Les FORÊTS : un patrimoine à préserver

À l'échelle de la planète, les forêts jouent un rôle essentiel dans la préservation de l'équilibre des écosystèmes. Au-delà de l'extraordinaire diversité biologique qu'elles renferment, les forêts contribuent à la régulation du cycle de l'eau et à la lutte contre l'érosion des sols. En séquestrant le dioxyde de carbone lors de leur phase de croissance, elles assurent une fonction de premier plan dans l'atténuation de l'impact du changement climatique. Les forêts représentent enfin une ressource indispensable pour la survie d'1/5 de la population mondiale et participent à l'identité culturelle des peuples autochtones. Un patrimoine précieux, aujourd'hui menacé dans de nombreuses régions du monde.

Finley Mori Salas, producteur de cacao équitable de la coopérative Acopagro - région de San Martin - Pérou.

Parce que la responsabilité sociétale du groupe Saur ne se limite pas aux frontières des sites qu'il exploite, il prolonge son engagement responsable en soutenant le développement du projet de reforestation Alto Huayabamba, en Amazonie péruvienne.
Objectif : faire converger les enjeux de réduction et d'atténuation de l'empreinte carbone de ses activités avec les enjeux prégnants de préservation des forêts tropicales, particulièrement touchées par la déforestation. Cette démarche s'est concrétisée sur la Communauté de communes de Pornic (Loire-Altantique) où les émissions de gaz à effet de serre générées par la collecte des déchets ménagers sont compensées. Depuis plusieurs années, la collectivité et Coved ont mené de concert une démarche de réduction de l'impact environnemental du service de collecte. L'optimisation des consignes de tri et des tournées de collecte, la formation des compagnons Coved à la conduite douce et la promotion du compostage individuel ont permis une réduction de 9 % de l'empreinte carbone de la collecte des déchets sur le territoire. La compensation des émissions de gaz à effet de serre résiduelles constituait une suite logique. Ainsi, en partenariat avec Pur Projet, organisation de préservation du climat par la reforestation et la conservation forestière communautaires, 2 226 arbres natifs ont été plantés sur des parcelles de production de cacao bio et équitable de la coopérative Acopagro au Pérou. Les plantations ont été réalisées par des jeunes en apprentissage au centre rural de formation de Cayena situé au cœur de la coopérative.

> *2 226 arbres natifs ont été plantés sur des parcelles de production de cacao bio et équitable de la coopérative Acopagro au Pérou*

Au-delà de la séquestration du carbone à hauteur des émissions de CO_2 engendrées, ce projet de reforestation communautaire apporte des bénéfices multiples aux populations locales. La reforestation des parcelles cultivées selon les techniques de l'agroforesterie permet d'augmenter, de diversifier et de pérenniser les sources de revenus des familles de petits producteurs tout en contribuant à la préservation de leur environnement. Une forte valeur ajoutée sociétale qui a motivé l'adhésion au projet, aux côtés de Pur Projet.

Cette approche, Coved l'a également proposée aux collectivités locales qui lui ont fait confiance pour le négoce des matières premières secondaires issues des centres de tri. À ce jour, ce sont déjà 30 collectivités qui ont été séduites par le projet de reforestation Alto Huayabamba et qui ont fait part de leur souhait de compenser en 2012 l'intégralité des émissions de gaz à effet de serre générées par les activités de transport des matières triées vers les filières de recyclage. Le projet Alto Huayabamba a été certifié par Rainforest Alliance selon le standard VCS (Volontary Carbon Standard), standard de certification reconnu sur le marché de la compensation carbone volontaire ■

LES FORÊTS MONDIALES

30 %
DES SURFACES ÉMERGÉES
de la planète

50 %
DE LA BIODIVERSITÉ TERRESTRE
abritée

20 %
DES ÉMISSIONS DE CO_2
proviennent de la déforestation des forêts tropicales

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Eau et biodiversité

L'équilibre des écosystèmes aquatiques repose sur de multiples interdépendances entre l'eau, la faune et la flore. La pérennité de ces milieux dépend de la qualité des cours d'eau et de la réduction des pollutions liées aux activités humaines.

Les écosystèmes aquatiques ont toujours façonné les paysages et permis le développement de l'activité économique de nombreux territoires. Outre leur intérêt d'usage, ils constituent un patrimoine vivant, nécessaire à l'Homme. Ils abritent, en effet, une biodiversité végétale et animale d'une grande richesse et assurent des fonctions écologiques de premier ordre telles que l'autoépuration de l'eau, la stabilisation des sols ou l'atténuation des inondations. Pour autant, ces milieux très variés (eaux douces, eaux saumâtres ou salées, eaux courantes ou stagnantes, eaux superficielles ou souterraines...) sont complexes.

Les milieux aquatiques sont fragilisés, voire menacés, par de multiples pressions anthropiques. Les espèces biologiques qui leur sont inféodées vivent en interdépendance étroite, entre elles, et avec leur milieu environnant. Elles sont donc directement impactées par la présence de pollutions, la colonisation par des espèces exotiques envahissantes, les prélèvements d'eau ou encore la destruction et la fragmentation des habitats. Ainsi, leur dégradation, en qualité et/ou en quantité, se traduit toujours par une perte de biodiversité. Selon le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, près de 67 % des zones humides, espaces à forts enjeux écologiques, ont disparu en France au cours du dernier siècle. L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, conduite entre 2001 et 2005 sous l'égide de l'Organisation des nations unies, dresse également un bilan sévère : 10 à 30 % des espèces de mammifères, oiseaux et amphibiens sont actuellement menacées d'extinction et ces espèces sont très présentes dans les habitats d'eau douce.
Le maintien de l'équilibre des écosystèmes aquatiques représente ainsi un enjeu majeur pour protéger la biodiversité.

La préservation et la restauration de la qualité des eaux constituent des leviers efficaces et apparaissent logiquement au cœur des politiques environnementales européennes et nationales. Ainsi, en droite ligne avec les objectifs de la directive-cadre sur l'eau (DCE 2000/60/CE), la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (Lema), adoptée par la France en 2006, puis les lois Grenelle 1 et 2, ont fixé l'atteinte d'un bon état écologique des eaux de surface et souterraines dès 2015. Des objectifs qui nécessitent une gestion territoriale équilibrée et concertée de l'eau. Ce dispositif législatif est complété par la mise en place des trames verte et bleue qui visent à enrayer le déclin de la biodiversité par le maintien et le développement des continuités écologiques.

Acteur du cycle de l'eau, Saur a inscrit la protection des écosystèmes aquatiques et de leur biodiversité au cœur de ses métiers. Chaque année, Saur épure plus de 350 millions de mètres cubes d'eaux usées avant de les restituer au milieu naturel et accorde la plus grande attention à la qualité des rejets et à leurs impacts sur les milieux récepteurs.

Parce que la protection des milieux aquatiques nécessite une gestion globale et concertée du cycle de l'eau, Saur développe également des outils de surveillance de la qualité écologique des cours d'eau. Avec son partenaire VigiCell, le Groupe innove pour développer des biocapteurs capables d'évaluer globalement l'impact de l'eau sur le vivant. À partir de ces nouveaux outils, les collectivités, institutionnels et industriels, vont pouvoir disposer des informations indispensables pour définir les actions de prévention et de sensibilisation pertinentes pour réduire les pollutions à la source.

Pour répondre aux enjeux des territoires et préserver les milieux aquatiques sensibles, Stereau, filiale ingénierie du Groupe, conçoit des stations de traitement garantissant de hautes performantes épuratoires et veille à l'intégration paysagère des ouvrages. Des objectifs étroitement liés lorsqu'il s'agit d'associer des procédés performants avec la création de zones humides végétalisées, permettant d'affiner le traitement de l'eau avant rejet tout en développant la biodiversité des lieux. Au-delà de leur fort intérêt écologique, celles-ci constituent un extraordinaire outil pédagogique pour informer le grand public de l'importance et de la richesse des écosystèmes aquatiques mais aussi de la fragilité des espèces végétales et animales qui en dépendent.

POUR LA PRÉSERVATION DU LAGON DE LA RÉUNION

La nouvelle station d'épuration de l'Ermitage (La Réunion), réhabilitée par Stereau et inaugurée en 2011, rejette des eaux traitées de qualité eaux de baignade. Des bassins tampon ont été créés pour absorber les épisodes pluvieux. Cette réhabilitation a nécessité des investissements importants pour protéger les récifs coralliens de la réserve naturelle marine de la Réunion, qui comptent parmi les plus remarquables de l'outre-mer français.

Sur la commune de Sainte Suzanne, la Cinor, Communauté intercommunale nord Réunion, a confié au groupe Saur la conception-réalisation et l'exploitation de la station d'épuration des Trois-Frères. Qualité des eaux épurées rejetées en mer et intégration paysagère totale du site constituent le fil rouge du projet, conçu selon les critères de Haute qualité environnementale (HQE) ■

FURAN : de l'influence de l'affluent

Le Furan, affluent de la Loire, a façonné l'histoire du territoire stéphanois. Avec le développement industriel et urbain de la ville, il s'est progressivement transformé en collecteur d'eaux usées véhiculant les pollutions jusqu'à la Loire. Reconquérir le Furan pour lui redonner sa place était devenu un enjeu de préservation de l'environnement et du cadre de vie des stéphanois. La réhabilitation et l'amélioration de la station d'épuration Furania en 2008-2009 ont constitué un maillon clé de cette reconquête. Afin de mesurer la recolonisation des milieux liée à l'amélioration des eaux du Furan, la SGEF, filiale du groupe Saur, a réalisé en 2011 un diagnostic écologique du site en partenariat avec la Frapna Loire (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) et la LPO Loire (Ligue pour la protection des oiseaux). Une expertise naturaliste qui a mis en évidence la présence d'une biodiversité intéressante. L'observation du cincle plongeur et de la bergeronnette des ruisseaux, deux oiseaux dont la vie est étroitement liée aux cours d'eau rapides et peu profonds, ainsi que l'orthétrum brun, odonate inscrit sur la liste rouge départementale, témoigne d'une qualité écologique du Furan restaurée. Et les truites de nouveau présentes à la confluence avec la Loire sont un indicateur emblématique d'un écosystème qui reprend vie.

Orthétrum brun

Les relevés naturalistes effectués ont permis de cartographier les unités écologiques rencontrées et de définir les mesures de gestion associées. Objectif : conserver les espèces présentes et accroître la biodiversité sur le site de Furania, limitrophe d'un des quatre corridors biologiques identifiés sur Saint-Étienne Métropole ■

Écostation PÉDAGOGIQUE

Inauguration de la station d'épuration de Coutières (Deux-Sèvres).

L'écostation de Coutières (Deux-Sèvres), dont le Syndicat mixte des eaux de la Gâtine a confié la réalisation à Saur, devait répondre à un objectif prioritaire : faire de cette nouvelle station de traitement des eaux usées une zone pédagogique d'intérêt faunistique et floristique. Mise en service en 2011, le traitement des eaux y est réalisé grâce à Rhizostep®, procédé d'épuration naturelle sur lits plantés de roseaux du groupe Saur. Une noue recueille les eaux traitées qui rejoignent ensuite une zone humide et une zone d'évapotranspiration. Deux jachères fleuries et un verger participent à l'aménagement paysager et à la richesse écologique des lieux. Un circuit pédagogique explique les étapes de traitement, les liens entre l'eau et la biodiversité, l'intérêt écologique des aménagements et intègre un espace d'exposition dédié aux filières de traitement d'assainissement non collectif, compétence également exercée par le Syndicat. Ainsi, en collaboration avec le CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) de Gâtine Poitevine installé à Coutières, ce sont environ 10 000 visiteurs qui seront sensibilisés chaque année à l'importance de la préservation des écosystèmes. Grâce à son approche environnementale globale et son fort ancrage territorial, l'écostation de Coutières constitue une première au sein de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne ■

à vos côtés…

HUÎTRES SOUS SURVEILLANCE RAPPROCHÉE

En 2011, le Comité régional conchylicole Bretagne sud (CRCBS) s'est associé à Saur et au Syndicat mixte Auray-Belz-Quiberon-Pluvigner (Morbihan) en signant une convention d'une durée d'un an pour la création d'un observatoire de l'eau dans le secteur d'Auray. Cet observatoire a pour mission de suivre en temps réel la qualité microbiologique de l'eau et de collecter des données locales (météo, assainissement…). L'objectif visé est de statuer sur la faisabilité d'un système d'alerte prédictif qui serait une aide précieuse pour ces professionnels ■

Entre terre et eau… LES AMPHIBIENS

Si les zones humides présentes sur les parcours golfiques revêtent un intérêt paysager et sportif pour le jeu, elles sont aussi des zones d'habitat pour de nombreuses espèces. Un constat bien réel sur le golf de Pornic (Loire-Atlantique) : depuis plusieurs années, Blue Green et l'association Hirondelle assurent la pose d'un crapauduc temporaire afin de permettre aux amphibiens de rejoindre les mares du golf pour s'y reproduire, sans risque d'être heurtés sur la route qui traverse le golf. Pendant la période de migration, le golf a accueilli une exposition et une conférence à l'occasion de la Fête de la grenouille organisée par l'association Hirondelle. Objectif : faire découvrir la vie étrange et fascinante des amphibiens et comprendre les menaces qui pèsent sur ces espèces et leur habitat ■

Performances

Le périmètre des indicateurs sociaux et environnementaux couvre les activités de Saur et de ses filiales (hors filiales foncières et financières) pour lesquelles le Groupe détient une participation supérieure ou égale à cinquante pourcents.

Indicateurs & bilans

Sociaux

Environnementaux

Financiers

Indicateurs **sociaux**

FRANCE

	Saur 2009	Saur 2010	Saur 2011	Correspondance GRI
EFFECTIFS				
Effectif total Groupe au 31/12	10 630	10 655	11 390	LA1
Effectif des hommes	8 717	8 703	9 213	LA13
Effectif des femmes	1 913	1 952	2 177	LA13
Effectif des cadres	1 413	1 430	1 483	LA13
Effectif des non cadres	9 217	9 225	9 907	LA13
Effectif des salariés sous contrat à durée indéterminée	10 027	10 050	10 603	LA1
Effectif des salariés sous contrat à durée déterminée	603	605	787	LA1
Effectif au 31/12 en équivalent temps plein	10 542	10 552	11 251	
Nombre de salariés handicapés dans le Groupe	278	323	333	LA13
Nombre de salariés handicapés employés via des canaux de sous-traitance	31	34	24	LA13
Effectif moyen mensuel intérimaire en équivalent temps plein	942	884	1 027	LA1
Nombre total d'embauches externes	1 731	1 662	2 636	LA2
• dont nombre d'embauches en contrat à durée indéterminée	814	747	1 390	LA2
• dont nombre d'embauches en contrat à durée déterminée	917	915	1 246	LA2
Nombre total de départs (hors mutations)	1 535	1 637	1 901	LA2
• dont nombre de démissions	231	245	278	LA2
• dont nombre de licenciements	309	276	209	LA2
• dont nombre de fin de contrats	995	774	996	LA2
• dont autres départs		342	418	LA2
Nombre de mutations	156	208	159	LA2
AGE ET ANCIENNETÉ DU PERSONNEL				
Age moyen du personnel	40,4	41	40,8	LA13
Ancienneté moyenne du personnel	11	11	11	
RÉMUNÉRATIONS, CHARGES SOCIALES ET PARTICIPATION				
Masse salariale totale brute	288 241 850 €	284 659 048 €	319 423 449 €	
Charges sociales patronales	158 367 993 €	131 149 293 €	143 656 565 €	
Coût salarial total	446 609 843 €	415 808 341 €	463 080 014 €	
Montant global de la réserve de participation	14 126 796 €	13 489 946 €	14 216 429 €	LA3
ORGANISATION, DURÉE DU TRAVAIL ET ABSENTÉISME				
Nombre total d'heures supplémentaires	316 507	363 440	417 190	
Rapport heures supplémentaires / heures théoriques	1,51 %	1,89 %	2,05 %	
Taux d'absentéisme total	3,33 %	3,83 %	3,97 %	LA7
• dont absentéisme pour maladie	2,12 %	2,40 %	2,59 %	LA7

FRANCE

	Saur 2009	Saur 2010	Saur 2011	Correspondance GRI
CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ				
Taux de fréquence des accidents avec arrêt*	22,14	22,65	20,80	LA7
Taux de gravité*	0,69	0,79	0,73	LA7
FORMATION				
Dépenses de formation en % de la masse salariale	1,9 %	1,6 %	1,3 %	LA10
Nombre d'heures de formation effectuées dans l'année	115 526	96 436	91 177	LA10
Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'au moins 1 stage dans l'année	5 147	4 719	3 970	LA10
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL				
Nombre total de représentants du personnel (hors CHSCT)	NC	953	1 014	
Nombre de membres du CHSCT	NC	170	180	LA6

** Tels que définis dans l'arrêté du 12/12/1985.*
NC : valeurs non communiquées

Faits marquants

Les effectifs du groupe ont augmenté de 7 % entre 2010 et 2011. Cette évolution, notamment liée à de la croissance externe (Blue Green, Flower Campings,...) ainsi qu'à la reprise de marchés impacte les différents indicateurs.
A périmètre constant (hors croissance externe), les indicateurs sont globalement stables malgré un contexte dégradé. Ainsi, l'évolution des effectifs, le ratio hommes-femmes, l'emploi des jeunes et des seniors demeurent maitrisés.

L'amélioration de l'ensemble des indicateurs, ainsi que le dialogue avec les représentants du personnel restent une priorité de la politique du Groupe.

FOCUS SUR LA SÉCURITÉ
La sécurité des collaborateurs est un engagement fort du Groupe. Grâce aux différentes actions menées dans le courant de l'année, concernant notamment la prévention des comportements à risque, la prévention routière et l'amélioration de certains équipements de protection, le taux de fréquence et le taux de gravité des accidents du travail se sont sensiblement améliorés entre 2010 et 2011.

Indicateurs environnementaux

FRANCE

	Unité	Saur 2009	Saur 2010	Saur 2011	Correspondance GRI
MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL					
Part du CA couvert par une certification ISO 14000	%	79	78	75	EN26
ÉNERGIE					
Consommation d'énergie primaire	MWh	382 054	388 242	395 848	EN3
Consommation d'électricité	MWh	878 820	857 606	877 496	EN4
Consommation d'électricité par m³ d'eau produit	kWh / m³	0,71	0,67	0,68	
Consommation d'électricité par kg DCO éliminée par assainissement	kWh / kg	1,2	1,2	1,1	
Consommation d'électricité « verte » produite à partir d'énergie renouvelable	MWh	7 005	7 170	35 241	
Economies d'énergie certifiées	MWh Cumac	63 265	17 808	-	EN5 / EN6
AIR					
Emissions totales de GES	tonnes éq CO_2	426 034	398 825	413 126	EN16
Emissions directes de GES	tonnes éq CO_2	306 826	281 566	292 963	EN16
Emissions indirectes de GES liées à la consommation d'électricité	tonnes éq CO_2	119 208	117 259	120 163	EN16
Réduction d'émissions de GES	tonnes éq CO_2	33 985	63 743	6 594	EN18
Emissions évitées de GES	tonnes éq CO_2	115 648	264 203	334 104	
• dont émissions évitées par valorisation biogaz	tonnes éq CO_2	884	1 207	2 053	
EAU					
Consommation d'eau					
• Volume d'eau prélevé au milieu naturel	Mm³	649	653	663	EN8
Eau potable					
• Quantité d'eau potable produite	Mm³	577	598	604	
• Nombre d'usines de traitement d'eau	nombre	1 750	1 751	1 932	
• Longueur des réseaux de distribution d'eau	Km	161 587	161 761	174 125	
• Rendement des réseaux	%	79	79	79 (2)	
• Indice linéaire de perte	m³ / km / j	2,1	2,4 (1)	2,3 (2)	
• Taux de conformité bactériologique	%	99,1	99,3	99,2	PR1
• Taux de conformité global	%	97,2	98,5	98,2	PR1
• Taux de satisfaction enquête consommateurs	%	87	--	82	PR5
Assainissement					
• Nombre de stations d'épuration	nombre	1 592	1 623	1 956	EN26
• Longueur des réseaux d'eaux usées	Km	29 311 (1)	29 590	32 507	EN26
• Volumes d'eaux usées traitées dans les STEP > 2 000 EH	Mm³	208	192	299	EN26
• Rendement épuratoire (en DCO)	%	92,8	93,8	92,6	EN26
• Rendement épuratoire (en DBO)	%	97,3	97,8	97,1	EN26

	Unité	Saur 2009	Saur 2010	Saur 2011	Correspondance GRI
DÉCHETS					
Quantité de boues produites par l'activité des STEP	Tonnes de matière sèche	56 121	51 929	75 774	EN22
Part des boues valorisées	%	86	96	95	EN22
Quantité de déchets réceptionnés en centre de stockage	Tonnes de matière brute	814 000	871 978	895 827	
Quantité de déchets traités sur plateforme de compostage	Tonnes de matière brute	126 399	96 550	110 552	
Quantité de déchets traités en centres de tri ou de valorisation (hors compostage)	Tonnes de matière brute	495 102	522 459	564 980	
• dont part valorisée	%	38	51	62	EN22
Quantité de lixiviats traités ou recyclés	m^3	123 190	146 785	111 864	
Taux de conformité des lixiviats traités	%	98	95	95	
MATIÈRES					
Quantité de réactifs utilisés pour le traitement des eaux	Tonnes	63 930	62 925	60 425	EN1

(1) : valeur corrigée en 2012
(2) : meilleure estimation qui sera précisée en 2013

Faits marquants

La méthodologie retenue pour le reporting a été révisée entre l'année 2010 et 2011.
Le périmètre de reporting des indicateurs liés à l'eau potable et l'assainissement, ne se limite plus aux seuls contrats de gérance, d'affermage ou de délégation de service public et prend en compte les marchés publics et prestations. L'objectif est de mieux rendre compte de l'ensemble des installations dont le Groupe assure le contrôle opérationnel.

ÉNERGIE ET GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

La consommation d'énergie s'est accrue en 2011. Cette augmentation est liée au développement de nouvelles activités, notamment la gestion de centres aquatiques, qui nécessitent l'utilisation de gaz naturel.
Hors gestion des centres aquatiques, la consommation d'énergie est globalement stable. Une stabilité liée à l'effet croisé de différents facteurs :
- la consommation de carburants a diminué de plus de 3 % entre 2010 et 2011,
- les optimisations des procédés ont permis d'améliorer l'efficacité énergétique des stations d'épuration (cf. consommation d'électricité par kg de DCO éliminée),
- le gain de nouveaux contrats d'exploitation, comme par exemple ceux des stations d'épuration de Montauban (Tarn-et-Garonne) et de Saint Fons (Rhône), qui sont de taille importante.

Parallèlement, la volonté conjointe du Groupe et des collectivités de développer la part des énergies renouvelables s'est traduite par un volume d'électricité verte souscrit multiplié par 5.
En ce qui concerne les gaz à effet de serre, malgré une politique volontariste de captage du biogaz sur les centres de stockage des déchets gérés par Coved et le déploiement d'une flotte de véhicules plus sobre en émissions de CO_2, les émissions globales sont en augmentation pour l'exercice 2011. Cette situation est principalement liée au démarrage de l'activité d'un nouveau centre de stockage des déchets, pour lequel le captage du biogaz n'était pas encore opérationnel.
La valorisation de matières premières secondaires permet d'enregistrer une hausse des émissions évitées pour la 3e année consécutive.

PERFORMANCE DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Globalement, les performances restent stables pour l'eau potable. Toutefois, à périmètre constant par rapport à 2010, les taux de conformité de l'eau distribuée enregistrent une légère amélioration (0,2 point). Il en est de même pour les rendements de réseau.
Pour ce qui concerne l'assainissement, l'évolution des rendements d'épuration est liée au changement de périmètre de reporting. A périmètre constant, le rendement d'épuration en DCO s'est amélioré de 0,6 point et celui en DBO de 0,3 point.

GESTION DES DÉCHETS

Pour Coved l'année 2011 a été marquée par une activité soutenue, la gestion d'un nouveau centre de tri et le maintien d'une politique volontariste de valorisation des matières. Ainsi, la quantité de déchets traités en centres de tri ou de valorisation a augmenté de 8% et la part des déchets valorisés enregistre une hausse de plus de 10%.
L'accroissement des quantités de boues produites par l'activité des stations d'épuration (STEP) n'est quant à lui pas représentatif d'une évolution de l'exploitation mais simplement lié à l'augmentation du nombre de STEP consolidées dans le reporting.

Bilans **financiers**

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE DU GROUPE SAUR - NORMES IFRS

VALEURS EN M€	2009	2010	2011	VARIATION
Chiffre d'affaires	1 517,4	1 557,0	1 646,9	6 %
EBE	178,1	188,2	187,6	0 %
Résultat opérationnel	85,8	87,3	86,7	
Résultat financier	(3,3)	0,2	(2,4)	
Résultat net des sociétés intégrées	49,2	59,2	47,8	
Résultat net part du Groupe	47,5	57,2	46,8	

INDICATEURS OPÉRATIONNELS PAR PÔLE

Pôle Eau - Ingénierie - Travaux - Métiers complémentaires (golfs, campings, gestion des aires d'accueil des gens du voyage), périmètre international

VALEURS EN M€	2009	2010	2011	VARIATION
Chiffre d'affaires	1 210,6	1 232,7 (*)	1 305,7	6 %
EBE	144,3	153,1 (*)	149,0	-3 %
Résultat opérationnel	79,3	77,2 (*)	75,0	
Résultat financier	NC	1,9	(0,7)	

Pôle Propreté

VALEURS EN M€	2009	2010	2011	VARIATION
Chiffre d'affaires	306,8	324,8 (*)	341,3	5 %
EBE	33,8	35,1 (*)	38,5	10 %
Résultat opérationnel	6,5	10,1 (*)	11,7	
Résultat financier	NC	(1,7)	(1,7)	

** proforma tenant compte de la méthodologie de répartition 2011 des données entre les 2 pôles. Données modifiées par rapport à celles fournies l'an dernier, afin de permettre la comparabilité des indicateurs.*
NC : valeurs non communiquées

Activités et résultats

FAITS MARQUANTS

Saur a réalisé en 2011 une performance opérationnelle remarquable, dans un contexte économique et financier tourmenté et atone.

Année de transition, 2011 a permis à Saur de concrétiser sa stratégie de croissance grâce à des succès commerciaux importants dans ses activités « cœur de métier » en France (nouveaux contrats en assainissement des villes de Montauban, Auch, eau potable et assainissement de Thiers, renouvellement de contrats historiques de collecte de déchets ménagers dans l'Yonne et en Alsace…), associés au développement soutenu de métiers complémentaires dans la gestion déléguée de parcours de golfs, d'aires d'accueil des gens du voyage et de campings municipaux, afin de renforcer sa présence dans les territoires et accroître ses relations de proximité avec les collectivités locales.

En parallèle, le groupe Saur a poursuivi sa croissance à l'international, avec le gain notamment d'un contrat de gestion des eaux industrielles de la ville de Jubaïl en Arabie Saoudite et le renouvellement des contrats majeurs et historiques de sa filiale en Espagne.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE PAR PÔLE

Le groupe Saur a généré un chiffre d'affaires consolidé de 1647 M€, en progression de 5,7 %, dont 3,2 % de croissance organique.

Le chiffre d'affaires de l'activité « eau et assainissement en France » s'établit à 1 306 M€ en 2011, en progression de près de 6 %, dont 2,6 % à périmètre constant.
Ce bon niveau d'activité est obtenu en dépit de formules de révisions de prix faibles associées à des conditions météorologiques très défavorables durant l'été 2011 ayant entrainé une diminution significative des volumes d'eau vendus.
Par ailleurs, les activités travaux en France enregistrent une forte reprise et le Groupe a assuré avec succès le démarrage et l'exploitation du contrat de management sur la ville de La Mecque en Arabie Saoudite.
Enfin, le rapprochement intervenu en début d'année avec le groupe Blue Green pour constituer le premier opérateur de gestion de parcours de golfs en France, contribue pour 36 M€ à l'augmentation d'activité du Groupe.

Le chiffre d'affaires du pôle propreté est en croissance de plus de 5 %, tous les métiers (collecte, traitement, valorisation, enfouissement) étant en progression.
L'année 2011 bénéficie de la forte augmentation des prix de vente des matières premières secondaires.

L'excédent brut d'exploitation s'élève à 187,6 M€, stable comparé à 2010.

L'activité eau en France connaît une contraction de sa rentabilité, sous l'effet conjugué des efforts consentis pour renouveler les contrats, la faiblesse des marges travaux et l'impact très défavorable de l'été 2011 maussade.
A contrario, il progresse sensiblement dans les métiers du golf, sur le pôle propreté et à l'international.
Le Groupe a par ailleurs poursuivi ses programmes initiés en 2009 de réduction des coûts d'exploitation et d'accroissement de la productivité opérationnelle et fonctionnelle.

Le résultat opérationnel s'établit à 86,7 M€, comparable à 2010.

Le résultat financier, essentiellement constitué de revenus sur le placement de la trésorerie du Groupe, reflète la persistance de taux de rémunération de la trésorerie particulièrement faibles.

Après prise en compte d'une charge d'impôts en forte augmentation à (36,3) M€, le résultat net consolidé part du Groupe s'élève au 31 décembre 2011 à 46,8 M€, confirmant la pertinence du modèle diversifié adopté par le groupe Saur.

CASH FLOWS

La marge brute d'autofinancement s'élève à 166,8 M€ et la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation est à l'équilibre, reflétant un niveau considéré comme normatif.

Le Groupe a poursuivi en 2011 sa politique volontariste d'investissements, afin d'accompagner son développement dans tous ses métiers, en France et à l'international, ce qui a entraîné une consommation nette de trésorerie de (123,4) M€.
Ces investissements importants peuvent être répartis en obligations contractuelles et travaux concessifs dans les métiers de l'eau en France (20 M€), développement en Espagne (28 M€), aménagement de parcours et rénovation de clubhouses pour les golfs (10 M€), matériels roulants, installations classées et autres équipements d'exploitation (47 M€).

La trésorerie provenant des opérations de financement inclut le paiement de dividendes à hauteur de (66,0) M€ et le paiement de redevances de location-financement pour (13,3) M€.

Au 31 décembre 2011, la trésorerie du groupe Saur s'établit à 101,9 M€ et témoigne de sa solidité financière.

Correspondances avec les principes du **Pacte mondial des Nations unies**

Initié par les Nations unies, le Pacte mondial vise à rassembler les entreprises autour de dix principes universels touchant les droits de l'Homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption dans un esprit de développement responsable et durable. En tant qu'entreprise adhérente depuis 2003, le groupe Saur s'est engagé à respecter et à promouvoir au sein de sa sphère d'influence les principes fondamentaux du Pacte mondial des Nations unies.

LES 10 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

DROITS DE L'HOMME

1- Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence
2- Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme

NORMES DU TRAVAIL

3- Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective
4- L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire
5- L'abolition effective du travail des enfants
6- L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

10- Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

ENVIRONNEMENT

7- Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement
8- Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
9- Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Pacte mondial	Engagements et réalisations 2011	Correspondance indicateurs GRI
Droits de l'Homme principes 1 et 2	- Clause d'interdiction du travail dans nos contrats cadres d'achat nationaux - Application des droits du travail des pays concernés pour nos salariés et ceux de nos filiales en Europe	
Normes du travail principes 3 et 6	Saur est signataire de la charte diversité depuis 2009 et poursuit la mise en œuvre de l'accord global sur l'égalité des chances, la diversité et l'emploi des seniors, signé par la direction du Groupe et les partenaires sociaux. Le Groupe agit pour favoriser la qualité de vie au travail : cf pages 40, 41	LA1, LA6 , LA10 , LA13
Environnement principe 7	Le groupe Saur se préoccupe des enjeux de demain en matière de santé publique et de qualité des eaux. - Evaluation des risques, traitement et prévention des pollutions diffuses des milieux aquatiques par les micropolluants : cf pages 23, 24, 25	
Environnement principe 8	Saur s'attache à réduire l'impact environnemental de ses activités : - Réduction de son empreinte en eau : cf pages 17, 18 - Efficacité énergétique et empreinte carbone : cf pages 29, 30, 31 - Préservation de la biodiversité : cf pages 52 à 57 Saur propose aux collectivités des solutions pour répondre aux enjeux environnementaux de leurs territoires : - Préservation du littoral : cf pages 20, 21, 22 - Tarification incitative des déchets : cf page 27 Saur poursuit ses actions de sensibilisation pour promouvoir l'écocitoyenneté : cf page 21	EN8 EN3, EN4, EN5/EN6, EN16 EN13, EN14
Environnement principe 9	Le groupe Saur et ses filiales développent des solutions nouvelles favorisant la préservation de la ressource en eau, la production d'énergies renouvelables ou le recyclage des déchets : - Filière de réutilisation des eaux usées épurées : cf page 19 - Nouvelles filières de recyclage des déchets : cf page 28 - Production d'énergies renouvelables : cf page 31	EN22 EN18
Lutte contre la corruption principe 10	En partenariat avec un cabinet d'avocats, le Groupe réalise auprès de ses collaborateurs des sessions de formation relatives au droit de la concurrence.	

Rétrospective **2011**

JANVIER

Signature de la **gestion du château de Suscinio** (Morbihan), qui accueille 100 000 visiteurs/an ● Contrat de **gestion des services d'eau et d'assainissement de la ville de Thiers** (Puy-de-Dôme, 12 000 habitants) ● Après Besançon (Doubs), Saint-Soupplets (Seine-et-Marne), Holnon (Aisne), Crissey (Saône-et-Loire), les communes de **Lavilledieu** (Ardèche) et **Montélimar** (Drôme) confient à Atrium la c**onception et l'exploitation de leur crématorium et site cinéraire** ● Coved renouvelle le marché de **collecte des déchets ménagers de la Communauté de communes Océan Marais de Monts** (Vendée).

FÉVRIER

La **Communauté de communes de Loches Développement** (Indre-et-Loire) confie à Récréa/ Saur la **gestion de son centre aquatique** (120 000 entrées/an) ● **Le camping municipal de la commune de Vannes** (Morbihan), sur la presqu'île de Conleau, est le **67e Flower Campings** (240 emplacements).

MARS

Partenariat avec le Siaap pour tester la **technologie Carboplus® en traitement des micropolluants** sur les eaux usées de l'**usine Seine Centre à Colombes** (Hauts-de-Seine) ● En **Arabie Saoudite**, signature d'un partenariat avec Marafiq pour l'**exploitation et la maintenance des services d'eau, d'assainissement et de refroidissement industriel de la ville nouvelle de Jubail.**

AVRIL

En un an, **45 000 clients souscrivent au service de dématérialisation de leurs factures sur internet** et font le choix de soutenir avec Saur l'association 1001 fontaines pour demain ● Saur remporte un important **contrat sur les profils de plages du Morbihan** (4 communes, 21 plages suivies).

MAI

Cise TP remporte les **travaux de liaison du barrage de Mariffier à Apremont** (Vendée) - 15 km de canalisations et, sur la commune de Luçon (Vendée), le renouvellement de 13 km de canalisations et 1 200 branchements.

JUIN

Le groupe **Saur adhère à la stratégie nationale pour la biodiversité** (SNB) que la France a adoptée pour les 10 prochaines années ● Après Pierre-Bénite (conception-construction) et Saint-Fons (exploitation), **la Communauté urbaine du Grand Lyon confie à Stereau les travaux d'aménagement de la station d'épuration de Meyzieu** (Rhône) ● **Saur est lauréat du podium de la relation client** BearingPoint/ TNS Sofres dans le secteur « entreprises de services ».

JUILLET

Coved renouvelle son marché de **collecte des ordures ménagères et de collecte sélective du Smictom de Gien** (56 000 habitants) ● **Jardiland choisit Coved pour la gestion des déchets** de 30 magasins en région sud-ouest et en Ile-de-France.

SEPTEMBRE

Saur obtient la **gestion du service de l'assainissement de Montauban** (Tarn-et-Garonne - 53 000 habitants), auparavant en régie ● Stereau remporte l'appel d'offres de la **construction de la station d'épuration de la Grande-Motte** (Hérault) d'une capacité de 65 000 p.e ● Filiale «Travaux» de Saur en Pologne, Saur Horyzont réalisera l'**installation des 4,5 km de réseau sanitaire à Stare Babice, près de Varsovie**.

OCTOBRE

Saur signe un **accord de recherche avec 8 partenaires** pour mettre au point une **filière de réutilisation d'eaux usées épurées modulable et exportable à l'ensemble du bassin méditerranéen**. Site pilote, l'usine de traitement des eaux usées de Mauguio (Hérault).

NOVEMBRE

A l'occasion du salon des maires et des collectivités locales 2011, **Coved lance officiellement son offre de redevance incitative** ● Blue Green remporte pour une durée de 5 ans la **gestion et l'exploitation du golf public de Lille Métropole** (Nord) et de ses équipements.

DÉCEMBRE

Stereau remporte un premier marché au **Gabon : la station de production d'eau potable de Koulamoutou** ● La **Communauté de communes de Caux Vallée de Seine** (CVS) confie à Saur un **contrat d'assainissement pour un périmètre de 12 000 clients** ● Le **Grand Lyon** confie à Saur la **distribution de l'eau potable labellisée Grand'O de Lyon** sur les communes de Givors et Grigny (10 000 clients).

Eau • Propreté • Ingénierie • Travaux • Loisirs & Société

Saur
Siège social : Atlantis - 1, avenue Eugène Freyssinet - 78280 Guyancourt
Tél. : 01 30 60 84 00 - Tlc. : 01 34 52 72 72 - www.saur.com
Saur - S.A.S. au capital de 101 529 000 euros - R.C.S. Versailles 339 379 984 - TVA intracommunautaire : FR 28 339 379 984 - NAF 3600 Z.